M 6189 - 1211 - 8,00 F

ISSN 0024-7650

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le vendredi - N° 1 211 - 13 septembre 1991 - prix : 8 F

DAVANTAGE DE LICENCIEMENTS...

ET TOUJOURS PLUS DE PROFITS !

DAVANTAGE DE LICENCIEMENTS... TOUJOURS PLUS DE PROFITS !

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

Interrogé sur la montée du chômage au cours de sa conférence de presse, Mitterrand a déclaré que c'est une chose "vraiment très cruelle", "un drame", mais qu'il n'y peut rien, n'étant pas maître de la situation économique internationale. Et surtout, faudrait-il dire, parce qu'il ne veut pas contrecarrer en quoi que ce soit les décisions du patronat.

Il y a depuis un an mille chômeurs de plus par jour. Comme si cela ne suffisait pas, les patrons des grandes entreprises se bousculent en cette rentrée de septembre pour annoncer chacun de nouveaux plans de licenciements. Citroën annonce 2000 suppressions d'emplois à Rennes et au Siège social de Neuilly-sur-Seine. Mais il y a aussi Thomson qui en prévoit 4000, Bull 1300, Michelin 4900, la Française de Mécanique 400, Renault près de 5000 et sa filiale de Véhicules Industriels 800, Peugeot 940, Alsthom 350, Usinor-Sacilor qui parle de supprimer 4 ou 5000 emplois l'an prochain, sans oublier Valéo, Chausson, les mines de Carmaux et bien d'autres.

C'est le retour de ces grandes charrettes de licenciements des années 1983-84, que le gouvernement socialiste avec la participation des ministres du PCF avait autorisées, et que les syndicats avaient fait accepter aux travailleurs sans riposter.

Pourquoi, ces nouvelles charrettes de condamnés du travail ? Parce qu'il y a trop de travailleurs ? Parce que les actionnaires et les patrons sont ruinés et sur la paille et que les entreprises seraient déficitaires ? Non ! Tout au contraire ! Peugeot-Citroën par exemple a fait 9 milliards de bénéfice en 1990.

Par contre dans les usines, les cadences se sont accélérées, le travail est plus dur, plus intensif, malgré l'automatisation de certaines productions car les patrons font faire le travail de ceux qui partent par ceux qui restent. La pression des chefs et de la maîtrise est de plus en plus pesante. Les horaires en équipes sont plus durs.

Le petit monde des riches, lui, celui de ceux qui ne pointent pas et n'ont pas besoin de travailler pour avoir des revenus, se porte à merveille. L'industrie de luxe tourne d'ailleurs à plein. Thomson, qui licencie aussi à tour de bras, garde ses milliards pour acheter en bourse des titres spéculatifs à haut risque, ce que les boursiers appellent des "obligations pourries" !

Mais pour jouer à la roulette de la finance mondiale et arrondir les dividendes des actionnaires, il faut bien trouver l'argent quelque part. On le vole aux ouvriers : en aggravant l'exploitation, en baissant les salaires réels, en licenciant ici, pour déplacer certaines chaînes de montage dans des pays où les salaires sont dix à vingt fois inférieurs. On affame le Tiers Monde, et on appauvrit les classes ouvrières des pays industrialisés. C'est cela la crise économique capitaliste : l'enrichissement frénétique de quelques-uns, au détriment du reste de l'humanité.

La dictature du capital se fait plus impitoyable que jamais. Et les patrons de Citroën, Thomson, Bull ou Michelin ne règnent pas seulement par l'argent. Ils disposent aussi du pouvoir politique réel, eux qui commandent dans les coulisses aux ministres et aux chefs d'Etat. Il faut voir comment Calvet, le PDG de Peugeot a pu, sans que personne au gouvernement n'ose un mot de protestation, rappeler à l'ordre cette semaine Martine Aubry, la nouvelle ministre du Travail qui s'était permis une remarque sur ses projets de licenciements. Il faut voir comment Périgot, le chef du CNPF, vient de signifier au gouvernement qu'il n'était pas question d'augmenter les cotisations sociales des patrons, alors même que les cotisations des salariés ont été augmentées avant les vacances. Et les souhaits de ces messieurs sont quasiment des ordres !

Cela veut dire que les travailleurs devront bien un jour, ensemble, de façon concertée eux aussi, s'attaquer au pouvoir des nantis.

La polémique Aubry - Calvet

MINISTRE DU TRAVAIL OU DU CHÔMAGE ?

Dans des déclarations sur *Europe 1,* le 4 septembre, le ministre du Travail Martine Aubry avait critiqué la politique de l'emploi des grandes entreprises qui, dès qu'elles ont un problème, licencient. Elles agissent, avait-elle ajouté, *«comme si la masse salariale était le seul élément de souplesse, alors que celle-ci ne représente plus que 12 % à 15 % des coûts de fonctionnement dans l'industrie».* Finalement elle avait dénoncé les *«plans sociaux stéréotypés»* à base de licenciements de travailleurs âgés, de pré-retraites, de primes de départ excessives (qu'elle dit !), d'antennes de reclassement qui ne reclassent personne et de plans de reconversion bidon. Elle était même allée jusqu'à menacer les patrons de pénalisations s'ils ne se mettaient pas à proposer des plans sociaux *«corrects».*

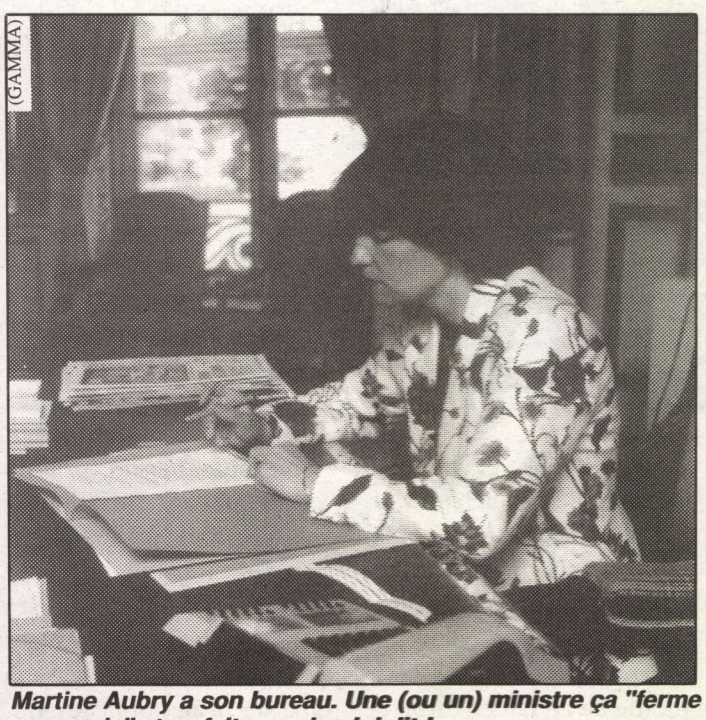
Voilà qui n'a pas plu au président du CNPF Périgot qui a aussitôt accusé le ministre de vouloir remettre en cause la sacro-sainte liberté de licencier qui avait été *«si difficile à obtenir»* en 1986.

Un autre que les propos du ministre ont aussi fait sortir de ses gonds, c'est Calvet, le PDG de Peugeot. Sans doute parce qu'il se sentait visé à cause des 1 800 suppressions d'emplois dont on parle à l'usine Citroën de Rennes. Et Calvet de tancer vertement Aubry : *«Il serait incroyable de penser que des ministres puissent être des ennemis des chefs d'entreprises (...). C'est dommage que madame Aubry ne comprenne pas qu'il faille travailler ensemble»...* Evidemment, Calvet a du mal à concevoir un gouvernement qui ne se plie pas, le petit doigt sur la couture du pantalon, au moindre caprice du patronat !

Comme si d'ailleurs Aubry s'était soudainement mue en «ennemi» du patronat ! Après tout, n'est-elle pas fraîche émoulue des bureaux directoriaux de Péchiney, tout comme sa patronne Cresson sort à peine du conseil d'administration de Schneider tandis que le mari de Cresson est toujours cadre supérieur chez Peugeot.

Après tout Aubry est quand même ministre du Travail, et a annoncé comme il se doit son intention de lutter contre l'augmentation du chômage. Il faut bien qu'elle se donne l'air de s'en préoccuper. Mais de là à dire qu'elle cherche à forcer la main au patronat de quelque façon que ce soit...

D'ailleurs si la ministre voulait réellement endiguer la vague de licenciements, elle n'aurait guère besoin de faire des discours. Elle a à sa disposition toute une administration, celle de l'inspection du travail, dont elle pourrait très bien se servir pour mettre des bâtons dans les roues à ces messieurs. Par exemple, ces plans sociaux «stéréotypés» qu'elle dénonce, elle pourrait très bien faire en sorte qu'ils soient purement et simplement rejetés par son administration.



(GAMMA)

Martine Aubry a son bureau. Une (ou un) ministre ça "ferme sa gueule" et ça fait ce qu'on lui dit !

Et puis d'ailleurs elle pourrait aller bien plus loin. Elle pourrait faire interdire aux patrons tout licenciement, et les leur faire payer assez cher pour leur en faire passer l'envie. Elle pourrait leur imposer de garder les travailleurs âgés et de répartir la charge de travail entre l'ensemble des salariés. Parce que des moyens de lutter contre le chômage, ce n'est pas cela qui manquerait à un gouvernement qui en aurait la volonté !

Mais non, il ne s'agit de rien de tel. Aubry n'a fait qu'émettre quelques bruits, quelques vagues rappels à l'ordre bien bénins, et le patronat s'est aussitôt mis à crier au meurtre.

F. R.

Appréciez la différence

(AFP)

Aoun ne risque pas de se voir expulsé au Gabon, lui...

Le général Aoun, "réfugié politique" *reçu dans une villa de luxe, protégé par la police française, et choyé par les bons soins du gouvernement, ne se gêne pas pour faire des déclarations politiques à la presse. Mais il n'y a pas de risque qu'il soit expulsé au Gabon par une procédure d'urgence, comme l'opposant marocain Diouri l'a été il y a quelques semaines. C'est là toute la différence entre un protégé de la France - fut-il un des chefs de la mafia libanaise - et un adversaire de leur ami le roi Hassan II.*

UNEDIC

VERS LA HAUSSE DES COTISATIONS DES SALARIÉS ?

Les services statistiques de l'UNEDIC viennent d'évaluer le déficit prévisible des caisses d'assurance-chômage d'ici à la fin 1992. Pour deux ans, ce déficit dépasserait les 16 milliards de francs. L'UNEDIC a effectué ses calculs en tablant sur 310 000 chômeurs de plus en 1991 (en juillet il y en avait déjà 233 000) et une stabilisation du chômage en 1992.

Ces calculs sont faits pour préparer la réunion du 23 septembre qui doit se tenir entre "les partenaires sociaux". On y discutera de la façon de combler ce déficit. C'est-à-dire... de la hausse de la cotisation chômage ! Et on peut parier que le patronat proposera que ce soient les salariés qui paient cette augmentation.

C'est pourtant bien lui qui, en licenciant pour rentabiliser ses entreprises, crée de nouveaux chômeurs et supprime des cotisants.

Et c'est bien lui qui en faisant diminuer les salaires, diminue les rentrées, tant des caisses de chômage que de celles de la Sécurité sociale.

S. F.

Patrons hors-la-loi

On peut lire dans *Le Figaro* du 6 septembre (un journal pas spécialement anti-patronal !) que *"les entreprises qui licencient des salariés de plus de 55 ans doivent - sauf exception - verser trois mois de salaire à l'UNEDIC. Actuellement 40% à 50% des entreprises qui devraient verser cette amende le font".*

Que fait la justice contre ces patrons dans l'illégalité ? Apparemment rien ! Rappelons que l'UNEDIC étant en déficit, on s'apprête à augmenter les cotisations des salariés.

La prochaine réunion du
CERCLE LÉON TROTSKY
portera sur :

L'URSS
APRÈS LE COUP D'ÉTAT MANQUÉ

VENDREDI 4 OCTOBRE 1991
à 20 h 30

Salle de la Mutualité
24, rue Saint-Victor - 75005 PARIS

Métro : Maubert-Mutualité
Participation aux frais : 10 F

Budget 92
CADEAU FISCAL POUR LES RICHES

Alors, content, Périgot ? Pas tout à fait... Tant que les impôts sur les sociétés n'atteindront pas 0% !

Le budget 1992 s'annonce sous le signe de l'austérité pour la Santé, l'Education nationale et autres dépenses d'intérêt public. Mais pour les actionnaires des sociétés, c'est l'heure des cadeaux.

Le gouvernement s'apprêterait à donner satisfaction à Périgot, le président du CNPF, qui se plaignait quelques jours plus tôt et affirmait qu'en France *"on défavorisait fiscalement les actions"*. En tout cas le projet de diminuer l'impôt sur les sociétés, qui était dans l'air depuis des mois, est en passe de se réaliser dès 1992.

Cet impôt, qui est actuellement de 42% pour les bénéfices distribués aux actionnaires et de 34% pour les bénéfices réinvestis, devrait être unifié à 33,3%. Une mesure de plus qui favoriserait les détenteurs de capitaux, en particulier ceux qui font de l'argent en spéculant. En 1985, le taux de ce même impôt sur les sociétés était de 50%. Un rythme de baisse qui a de quoi faire rêver bien des salariés, pour qui le fisc n'a jamais eu de tels égards.

Il semble que toutes les modalités d'application de ce cadeau fiscal ne soient pas fixées. Il n'est en particulier pas encore certain que cette mesure, applicable dès 1992 aux PME, le soit intégralement dès ce moment aux grandes sociétés. Mais les experts gouvernementaux évaluent d'ores et déjà à quelque treize milliards le coût de cette opération. Treize milliards, plus de la moitié de ce fameux trou de la Sécurité sociale que l'on invoque pour réduire les remboursements maladie ou pour augmenter les cotisations sociales. Treize milliards qui pourraient servir à tant de choses utiles et qui iront remplir les poches des spéculateurs de toute sorte.

Il semblerait que pour faire bonne mesure - ou du moins pour paraître le faire - le gouvernement envisagerait dans l'avenir une augmentation de la taxation des plus-values financières des entreprises. Mais c'est un type de projet dont le gouvernement sait très bien ne pas s'encombrer pour satisfaire aux exigences d'un Périgot ou de quelque autre représentant du patronat.

Henriette MAUTHEY

SOUS-SMIC ET SALAIRES EN TOC

Selon une étude du CERC, le Centre d'étude des revenus et des coûts, sur 230 000 jeunes qui se lancent sur le marché du travail, seul un tiers parvient, au bout de neuf mois, à décrocher quelque chose. Pour le salaire, cela va en moyenne de 4 100 F à 6 000 F. Ce qui fait dire au ministre du Travail que *"trois jeunes sur quatre entrent dans l'entreprise en dessous du SMIC"*.

Les patrons, aidés par le gouvernement, ont donc déjà réalisé leur objectif de mettre le SMIC au rencart. Ils en sont à licencier les ouvriers plus âgés pour les remplacer par des jeunes moins payés. La lutte des classes n'est pas morte et les patrons la mènent par tous les moyens.

N'oublions par de rendre les coups.

QUAND LES HUISSIERS S'AMUSENT

Les huissiers, dont une des spécialités est de signifier les expulsions de leur logement aux pauvres gens qui ne parviennent pas à payer leur loyer, ont décidé de faire la java. Ils veulent s'offrir une soirée au "Paradis Latin", à Paris, où ils pourront assister à une revue déshabillée qui leur rappellera peut-être le triste état de quelques-unes de leurs victimes...

Le spectacle, ainsi que le billet d'avion et la nuit d'hôtel pour ceux qui viennent de loin, seront pris en charge par la caisse des Œuvres sociales de la Chambre nationale des huissiers, laquelle a, semble-t-il, de l'argent en trop (la virée des huissiers devrait coûter 800 000 F).

Certains huissiers ont cependant trouvé cela indécent, et ont même protesté en disant : *"Qu'ils fassent la fête, s'ils veulent, mais à leurs frais !"*

Et ils ont proposé que l'argent en trop serve aux plus démunis.

Toujours est-il que la fête est prévue pour le 27 septembre. Si des expulsés avaient l'idée d'y venir en nombre, cela mettrait certainement de l'ambiance !

TGV : TRAVAUX A GRANDE VITESSE... ET DANS L'INSECURITE

Mercredi 4 septembre, un pont en construction au-dessus de l'autoroute Paris-Lille, devant servir au futur TGV-Nord, s'est écroulé, ensevelissant cinq ouvriers. Deux d'entre eux sont restés coincés durant plus de deux heures sous les décombres et ont été grièvement blessés, l'un risquant de perdre un bras. Un troisième ouvrier, âgé de 24 ans, avait disparu. Son corps a été retrouvé plus de deux jours après, coulé dans le béton.

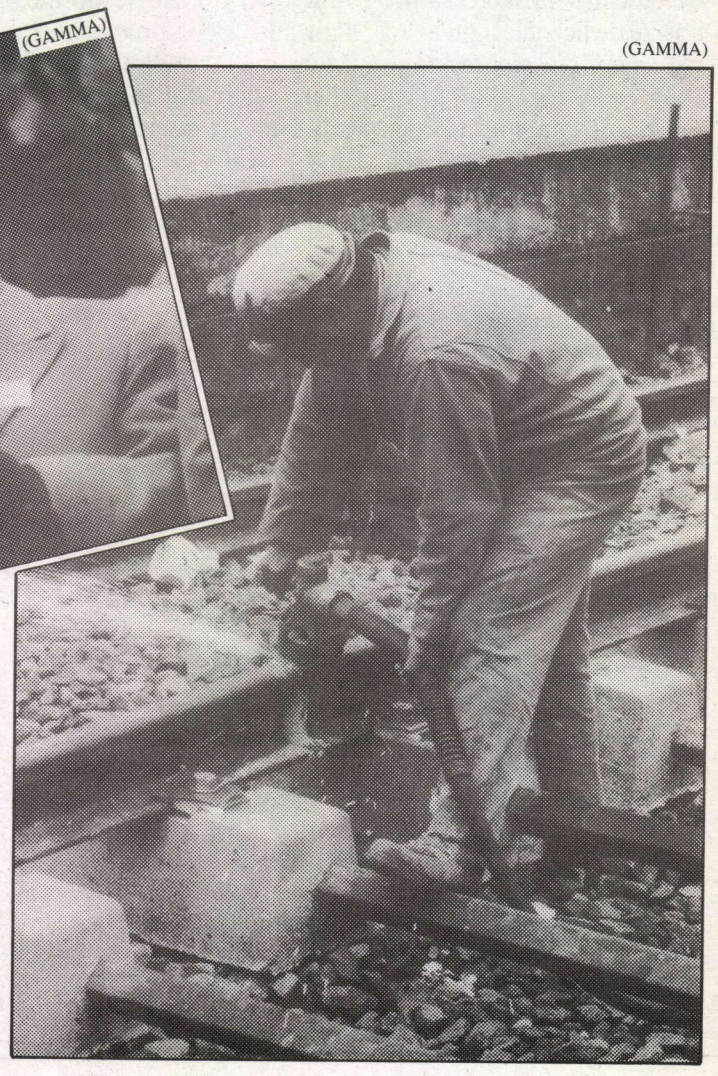
L'accident s'est précisément produit lors d'une opération de coulage de béton, lorsqu'une des tours d'étaiement s'est écroulée. Par miracle, au moment de l'accident, aucune voiture ne circulait sous le pont, bien que la circulation n'ait pas été interrompue.

Quelles sont les causes réelles de cet accident ? Pour le moment, aucune explication officielle n'a été donnée. Mais généralement il n'y a guère de mystère sur les causes d'accidents du travail sur ce genre de chantier, ainsi qu'en général dans le bâtiment et les travaux publics, où les travailleurs paient un lourd tribut : l'insécurité est pratiquement toujours le fruit, et des économies sur les conditions de sécurité, et de la course à la productivité et au temps.

Les entreprises dans ce secteur font certes de gros profits, mais c'est avec la sueur et parfois avec le sang des travailleurs.

CHRONIQUE NÉCROLOGIQUE

Il vaut mieux être riche et bien portant... (GAMMA)



(GAMMA)

Une statistique de l'INSEE sur la mortalité en fonction de la catégorie professionnelle, portant sur la période 1980-1989, nous apprend qu'entre 35 et 75 ans, un professeur de lettres ou de sciences ou un ingénieur ont trois fois moins de "chances" de passer l'arme à gauche qu'un manoeuvre. Et on trouve après, dans la hiérarchie des condamnés à mourir plus vieux, et en ordre décroissant : les cadres administratifs supérieurs et les instituteurs, puis les professions libérales et les médecins, et ensuite les techniciens, cadres administratifs moyens, les artisans, les agriculteurs.

La statistique donne d'autres précisions : au sein même de la classe ouvrière, la mortalité progresse régulièrement du contremaître au manœuvre. De par leurs conditions de vie, de logement ou de transport, les ouvriers des grandes villes ont une mortalité plus élevée que les autres. Et de façon plus générale, affirme l'INSEE, si toutes les catégories cessaient leur activité à 60 ans, la retraite durerait 4 ans de plus pour les cadres supérieurs que pour les manoeuvres.

Après ça, si vous ne saviez pas encore qu'il vaut mieux être cadre supérieur que manoeuvre, riche et bien portant plutôt que pauvre et malade...

LES BONNES AFFAIRES DES ÉMIRATS

Lundi 9 septembre le président des Emirats Arabes Unis, cheikh Zayed, était en visite en France, reçu par Mitterrand.

Inutile de dire que le sourire commercial était à l'ordre du jour de la rencontre, malgré l'ombre au tableau que fait le récent scandale de la BCCI, une banque commerciale possédée à 70 % par les Emirats Arabes Unis, et le refus de rembourser les clients, entre autres les clients français, lésés par la fermeture de cette banque pour trafic frauduleux et opérations de blanchiment d'argent.

Car ces petits Emirats, qui totalisent seulement 1,8 million d'habitants, constituent l'un des plus gros fournisseurs de pétrole mondial. Et, malgré la quote-part versée par les Emirats Arabes Unis à la guerre contre l'Irak (4 milliards de dollars versés aux USA et 500 millions à la Grande-Bretagne), la guerre du Golfe n'a pas entamé leur opulence. Bien au contraire, elle leur a permis d'accroître encore le volume de leurs affaires au cours de l'année écoulée : les Emirats Arabes Unis ont eu en effet l'autorisation d'accroître leurs ventes pour remplacer en partie le pétrole irakien.

En tant que partenaires commerciaux, ou fournisseurs des Emirats Arabes Unis, les patrons français sont aujourd'hui bien loin derrière ceux des USA, de Grande-Bretagne et du Japon, malgré l'ancien rôle de premier vendeur d'armes aux Emirats qu'ils détenaient avant la guerre. La guerre du Golfe a permis aux Etats-Unis de dominer complètement le marché dans la région, et en particulier d'y devenir le fournisseur quasi exclusif des armées.

Mais à leur petite échelle, Bouygues et ses semblables ont de quoi être alléchés par la façon dont poussent à Dubaï et Abou Dhabi les grands immeubles modernes et contructions de luxe. Les millions de litres d'eau qui tous les jours arrosent, dans ce pays de sable, la verdoyante pelouse qui entoure les 18 trous de balle du golf destiné aux notables du coin et à quelques touristes fortunés, montrent des perspectives qui ont de quoi faire saliver la Lyonnaise des eaux. Et les sociétés commerciales françaises regrettent, paraît-il, de ne pas avoir fait plus tôt leur trou sur la place de Dubaï et d'Abou Dhabi, les deux grands ports des Emirats, qui servent aussi de plaque tournante commerciale pour la région ; car la moitié des importations des Emirats Arabes Unis est réexpédiée vers l'Iran, le sous-continent indien et l'Afrique de l'Est.

Un peu au nord la situation est bien différente. La population de Bagdad, où Bouygues et Dassault avaient jadis de bonnes affaires, vit toujours dans la misère, avec des quartiers en ruines. Et au moment même où le cheikh Zayed était en visite d'affaires à Paris, de violents combats avaient repris au nord de l'Irak, près de la frontière avec la Turquie et l'Iran, entre l'armée irakienne et des nationalistes kurdes, dans cette région où plus de 800 000 kurdes vivent toujours réfugiés, sans abri, après avoir fui leurs villages détruits ou leurs villes.

Car il y a les profits de la guerre et ses dégâts. Et après avoir ensanglanté l'Irak pour s'assurer le contrôle sans partage sur les richesses du Moyen Orient, les USA, épaulés par la France et l'Angleterre, sont en fait bien contents de pouvoir continuer à compter sur Saddam Hussein pour qu'il mate son peuple.

Qu'importe à Bush ou Mitterrand la misère encore plus grande où ils ont plongé les peuples d'Irak, du moment qu'à Abou Dhabi, Dubaï, Koweït ou Ryad les affaires tournent.

Olivier BELIN

(GAMMA)

Mitterrand en visite chez Zayed juste avant la guerre du Golfe. Il y a les fruits, mais surtout le fromage !

Le scandale des transfusions de sang contaminé

QUAND LES MALADES DU PROFIT DIRIGENT LA SANTÉ

Un rapport officiel confirme, comme cela avait été révélé il y a quelques mois, que des malades nécessitant des transfusions sanguines ont continué de recevoir du sang contaminé par le virus du SIDA, bien après que le caractère dangereux de ce virus a été découvert. Plus d'un an s'est écoulé entre la première recommandation, faite en novembre 1984 par des spécialistes, de prendre exemple sur les autorités médicales américaines et de ne plus distribuer de produits sanguins non chauffés (procédé qui désactive le virus) et l'application tardive de la décision. Entre temps, le Centre national de transfusion sanguine (CNTS) a décidé de continuer à distribuer des lots de produits infectés, susceptibles de transmettre la maladie. Pas seulement par ignorance, par bêtise, par négligence. Non, il fallait aussi écouler les stocks ! Et ils l'ont été.

Des médecins se sont révoltés contre ces pratiques et ont refusé d'en être complices. Mais il s'en est malheureusement trouvé d'autres, et notamment parmi ceux chargés de prendre des décisions, pour oser prescrire de continuer à distribuer ces produits de plus en plus suspects. Il était question, dans une de ces hypocrites notes officielles du CNTS, en principe supervisé par l'administration et le ministère de la Santé publique, de réserver les lots "aux hémophiles dont le calcul statistique démontre que malheureusement ils sont tous condamnés". *Une autre note indiquait encore en août 1985 :* "Pour tous les produits non chauffés, chercher à distribuer à des hémophiles séropositifs..."

Il a été démontré depuis que cette utilisation augmentait le risque que la maladie se déclare pour des personnes contaminées (séropositives) mais pas encore frappées...

Si ces responsables irresponsables ont ainsi joué avec la peau des autres, c'est parce que l'argent passait avant. C'est pour d'ignobles raisons d'argent qu'on a utilisé sans vergogne des produits d'abord connus comme douteux, ensuite identifiés comme carrément dangereux.

Le doute n'a pas profité aux malades. Il a été utilisé par ceux chargés de gagner de l'argent ou d'en dépenser le moins possible. Le virus du SIDA n'a pas tué seul. Celui du profit l'a aidé dans un nombre non négligeable de cas. Les malades du fric qui ont un portefeuille à la place du cœur et une caisse enregistreuse à la place de la cervelle, sont dangereux et, par les temps qui courent, nombreux. Une véritable épidémie, même...

Saint-Nazaire

UN ÉLECTORAT SOCIALISTE MÉCONTENT DE LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE DU PS

Dans la semaine précédant le premier tour de l'élection législative partielle de Saint-Nazaire, un certain nombre de personnalités ont fait le déplacement pour soutenir leur candidat.

Waechter, qui venait soutenir le candidat écologiste, a réuni 150 personnes le jour où Le Pen en réunissait 450 dans une salle qui peut en contenir 4 000. Le même jour, Haroun Tazieff a fait faux-bond aux autres écologistes (ceux de la tendance gouvernementale). Pour se consoler ils auront droit à la visite d'un ministre (Brice Lalonde), question sans doute de montrer que leur opposition à Evin n'ira pas au-delà du premier tour.

Pour Evin, sont attendus Alain Decaux et Rocard. Au départ, ce dernier devait tenir une réunion publique. Mais trois jours avant sa venue, cela semble moins sûr. Il a peut-être senti que la réélection de son poulain pouvait ne pas être aussi facile que prévu et, dans ces conditions, il se peut qu'il hésite à mouiller sa popularité de présidentiable dans cette affaire. Jusqu'à maintenant la seule chose confirmée c'est qu'il rencontrera des «décideurs». Autrement dit des patrons.

Pour sa part, Marie-France Belin, la candidate de LUTTE OUVRIERE, a rencontré les travailleurs des Chantiers de l'Atlantique (d'où elle avait été licencié en 1988) au cours d'une prise de parole sur le terre-plein de Penhoët à la pause de 12 h 30.

Son discours a été écouté attentivement par quelque 200 personnes et ponctué d'applaudissements. A ce jour c'est la seule candidate à avoir connu un accueil aussi favorable. Il faut dire aussi qu'à part le candidat du PC les autres ne se sont pas hasardés à venir s'adresser ainsi aux travailleurs de la plus grosse concentration ouvrière de la région.

Sur les marchés, à la porte des entreprises, les militants de LUTTE OUVRIERE qui défendent sa candidature ont de nombreuses discussions. Avec les électeurs ou les sympathisants du PC également les discussions sont fréquentes d'autant que beaucoup parmi eux sont ébranlés par les événements en Union Soviétique et par les difficultés actuelles de leur propre parti.

Les résultats du premier tour diront comment se traduit le ras-le-bol qui apparaît au cours des discussions, que ce soit à propos du chômage, de la précarité de l'emploi, des salaires ou de la CSG. Evidemment la manière la plus claire de l'exprimer serait le vote pour Marie-France Belin. Certains électeurs du PC ou du PS ont d'ailleurs annoncé leur intention de voter cette fois-ci pour Lutte Ouvrière. Mais la plupart des électeurs rencontrés restent sur la réserve même s'ils avouent leur embarras de continuer à soutenir le PS.

De toute façon, quel que soit le résultat au soir du 15 septembre, toutes ces discussions montrent que le mécontentement est profond et qu'il faudra autre chose qu'un dérivatif électoral pour l'empêcher de s'exprimer à un moment ou à un autre.

Des lecteurs nous écrivent...

EVIN A LA SANTÉ

Au moment où Evin se présente dans une élection, il est bon de rappeler quelques faits qui se sont passés au ministère de la Santé quand il était ministre.

D'abord la grève des employés du ménage en 1990. Nous avons fait 5 semaines de grève car la société qui nous emploie - La Nef - nous sous-payait, diminuait de plus en plus de personnel et ne fournissait pas de matériel.

Evin n'est pas intervenu pour nous défendre. Au contraire, il n'a même pas voulu nous recevoir et il a envoyé les CRS à la demande de La Nef pour empêcher le personnel de ménage gréviste de rentrer après constat d'huissier. Et La Nef a envoyé des gens pour faire le ménage à notre place, pendant que nous étions dehors matin et soir, devant 4 cars de CRS, à nous geler. (C'était en février.)

D'autre part, le ministère embauche des vacataires pour combler le manque de personnel. Par exemple : 3 224 F par mois pour 139 h, avec des contrats de 3 mois renouvelables 3 fois, payés au départ avec plusieurs mois de retard.

Quant aux fonctionnaires titulaires (environ 2/3 du personnel travaillant dans les locaux), une partie importante de notre salaire est versée sous forme de prime qui peut varier de 2 mois à 4 ou 5 mois de salaires sur l'année, selon le bon vouloir du chef de service. Et comme par hasard, ce sont toujours les petits salaires, ceux de moins de 7 000 F qui représentent la moitié des effectifs, qui sont les plus pénalisés.

De plus, depuis 2 ans, les contrôles policiers à l'entrée sous prétexte d'assurer la sécurité du ministre s'accentuent. Il en résulte une gêne générale.

Alors pour nous c'est clair, Evin ça ne vaut pas mieux qu'un ministre de droite. Et l'Etat policier nous paraît autant à gauche qu'à droite. N'est-ce qu'une impression ?

[AFP]

Evin s'expliquant auprès d'infirmières peu avant la grande grève de 1988. La suite a montré qu'il n'avait pas convaincu !

FÊTES DE LUTTE OUVRIÈRE

• À LYON

SAMEDI 21 SEPTEMBRE
à partir de 18 heures

DIMANCHE 22 SEPTEMBRE
de 12 heures à 19 heures
Hall des fêtes de SAINT-FONS.

• À BORDEAUX

SAMEDI 21 SEPTEMBRE
de 18 heures à 2 heures

DIMANCHE 22 SEPTEMBRE
de 12 heures à 19 heures
Plaine de la Blancherie à CENON.

• À DIJON

SAMEDI 21 SEPTEMBRE
à partir de 19 heures

DIMANCHE 22 SEPTEMBRE
à partir de 12 heures
Salle Mendès-France à QUETIGNY.

• À TOULOUSE

SAMEDI 28 SEPTEMBRE
à partir de 18 heures

DIMANCHE 29 SEPTEMBRE
jusqu'à 20 heures
Parc de la Mounède
(Route de SAINT-SIMON).

La reprise des affontements dans les townships

LES DESSOUS DES NÉGOCIATIONS DE KLERK-ANC

(AFP)

La population noire tente d'échapper aux coups mais, pour le moment, elle n'a pas la parole.

Jusqu'en avril dernier, les affrontements inter-communautaires liés aux rivalités entre l'Inkatha, l'organisation du chef Zulu Buthelezi, et le Congrès National Africain (ANC) avaient ensanglanté les townships d'Afrique du Sud, faisant plus de 2000 morts selon les estimations officielles.

Puis les affrontements avaient cessé, pour l'essentiel. Sans doute Buthelezi estimait-il avoir obtenu les assurances qu'il voulait de ne pas être laissé à l'écart des négociations. Sans doute aussi les scandales qui avaient éclaboussé l'Inkatha, en révélant ses liens avec les services secrets sud-africains, l'avaient-ils incité à la prudence.

Mais, brutalement, une nouvelle flambée de violences a éclaté le 8 septembre autour de Johannesburg, faisant plus de 80 morts en deux jours. Le scénario est le même : un attentat sanglant contre des partisans de l'Inkatha, suivi de représailles. Et on peut gager que, pas plus aujourd'hui qu'hier, ce scénario n'est le fruit du hasard ni des seules tensions inter-communautaires.

DE KLERK, CHAMPION... DES DROITS DES MINORITES

En toile de fond à cette vague de violences, il y a les étapes franchies dans le processus de négociations en vue de l'abolition complète de l'Apartheid légal. Car si la plupart des lois qui formaient la base de la ségrégation raciale ont été abolies, le plus gros reste encore à faire, avec l'accession de la majorité noire au droit de vote et tous les risques que cela peut comporter pour la bourgeoisie blanche et ses intérêts.

Le 4 septembre, le président F.W. De Klerk a présenté, devant le congrès du Parti National au pouvoir, un plan visant à associer progressivement les politiciens noirs à la marche de l'Etat.

Cette Constitution prévoit la formation de deux Chambres élues au suffrage universel : l'une élue à la proportionnelle nationale, l'autre qui aura le droit de veto sur la première. Mais cette deuxième Chambre sera désignée d'une tout autre façon... pour préserver les droits des minorités (blanche, s'entend), a déclaré De Klerk. Le pays étant découpé en neuf régions, chaque région aura un nombre égal de représentants. Dans chaque région, tous les partis ayant obtenu localement au moins 10 % des voix se répartiront les sièges à égalité.

En jouant sur les découpages régionaux, les densités de peuplement et la répartition ethnique, cette deuxième Chambre peut compenser la supériorité numérique écrasante de l'électorat noir.

Deuxième volet "compensateur" prévu par le plan De Klerk, l'exécutif : le président sera remplacé par un Conseil formé de représentants des trois ou cinq partis les plus importants au Parlement. Ce qui garantit aux partis de la bourgeoisie blanche de figurer dans ce Conseil.

Dernier volet, une large autonomie sera garantie aux fameuses régions et aux municipalités. Ce que la bourgeoisie blanche aura du mal à préserver par en haut, elle pourra donc espérer le préserver en se protégeant derrière les autorités locales.

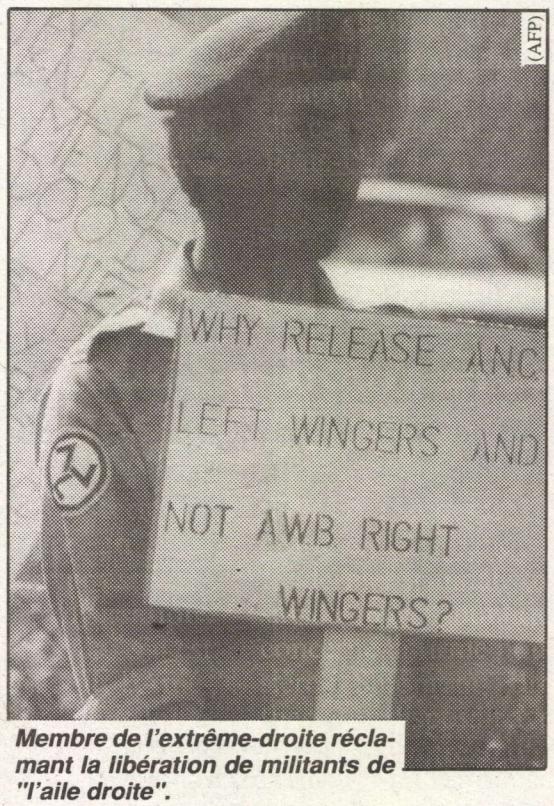
TOUT PEUT ENCORE SE DISCUTER SAUF L'ESSENTIEL

De Klerk n'a semble-t-il pas eu de mal à faire avaler cette pilule à son propre parti. Elle est d'ailleurs conçue pour endormir les réticences comme les susceptibilités, y compris parmi les politiciens blancs les plus hostiles au partage du pouvoir. Ne serait-ce que parce qu'elle offre encore bien des choses à négocier.

De son côté l'ANC, par la voix de Mandela, a bien émis d'acerbes protestations, mais plus sur les modalités que sur le fond. Une façon pour Mandela de dire à De Klerk qu'en somme, tout peut se discuter, sans pour autant donner l'impression à la population noire qu'il est prêt à céder sur l'essentiel : après tout, même après tous ces mois de chassés-croisés autour des négociations, il y a toujours le risque que la population noire, se sentant flouée, aille demander des comptes à l'ANC. En principe les négociations publiques autour du plan De Klerk ne devraient s'ouvrir qu'en octobre, par une conférence réunissant l'ensemble des partis des diverses communautés. D'ici là, le 14 septembre, doit se tenir une "conférence de paix" au cours de laquelle l'ANC et l'Inkatha devraient conclure un pacte officiel de non-agression sous l'égide de De Klerk. C'est aussi lors de cette conférence que De Klerk devrait présenter officiellement son plan à l'électorat noir. Evidemment, le choix même de ce cadre revient à donner implicitement la caution de l'ANC et de l'Inkatha à ce plan, sinon sur les détails, au moins sur le principe.

LES MANOEUVRES SOUS LA TABLE DE NEGOCIATION

Dans cette situation, il ne manque pas de gens à avoir intérêt à ce que les violences reprennent dans les townships.



(AFP)

Membre de l'extrême-droite réclamant la libération de militants de "l'aile droite".

Il y a d'abord, bien sûr, l'extrême-droite, que De Klerk semble avoir réussi pour l'instant, sinon à neutraliser, au moins à marginaliser dans la population blanche. Une extrême-droite qui a déjà montré qu'elle était prête aux provocations les plus sanglantes, si cela pouvait lui permettre de semer la terreur dans la population blanche, pour la faire basculer dans son camp. C'est l'hypothèse émise par certains dirigeants tant de l'ANC que de l'Inkatha pour expliquer les provocations qui ont mis le feu aux poudres le 8 septembre.

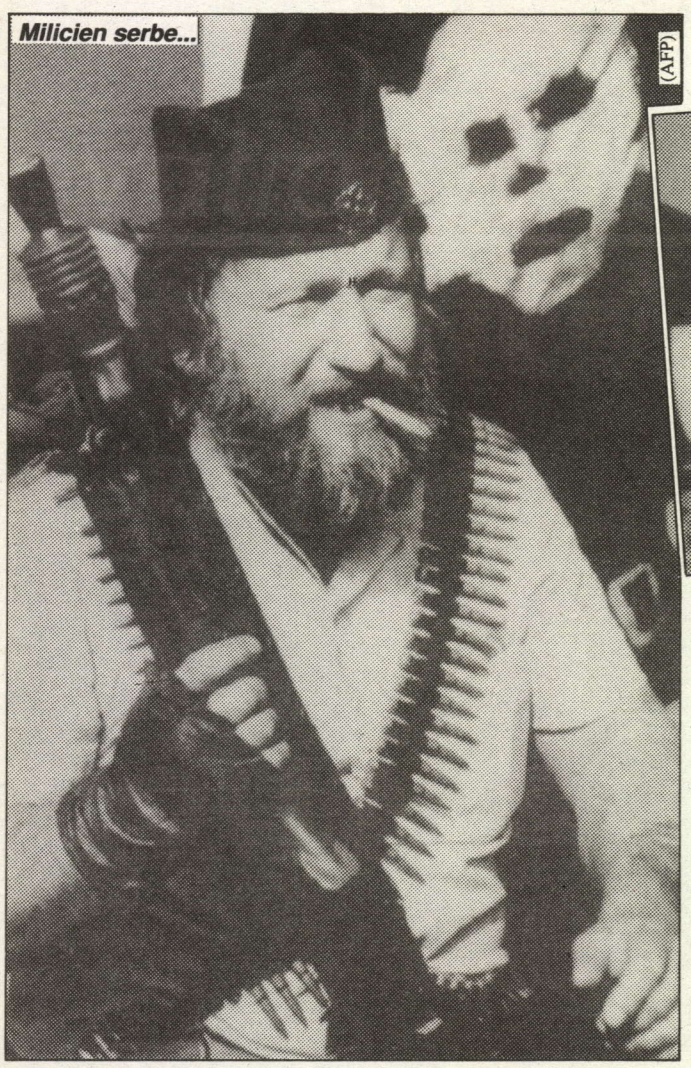
Ensuite, il y a le régime lui-même. Depuis le début du processus de négociation, De Klerk a tout fait pour doucher les vagues d'enthousiasme qui auraient pu se faire jour dans la population noire, alternant les mesures de libéralisation et les mesures de répression dans les ghettos.

Enfin, il y a également l'Inkatha. On a dit que l'une des régions prévues par le plan De Klerk pourrait couvrir le Kwazulu et la région du Natal, étendant ainsi le fief actuel de son leader Buthelezi. Cela comblerait sans doute ses ambitions. Mais, pour l'instant, rien n'est sûr. Et Buthelezi peut vouloir rappeler, à l'ANC comme à De Klerk, que sans son accord aucun plan ne pourra voir le jour.

Quels que soient ceux qui sont derrière les provocations du 8 septembre, ils se servent une fois de plus de la population des townships comme d'une masse de manœuvre. Depuis que le processus de négociation a été entamé, c'est le seul rôle qu'on lui ait assigné. Ceux qui prétendent parler en son nom se sont bien gardés de lui donner la moindre occasion d'exprimer ses aspirations.

Mais la prudence que les organisations noires, comme le gouvernement, continuent à déployer à cet égard, montre sans doute qu'eux-mêmes ne sont pas si sûrs de leur coup ; qu'ils craignent toujours le pouvoir explosif des ghettos. Souhaitons que l'avenir confirme leurs craintes ; que les pauvres d'Afrique du Sud fassent de nouveau entendre leur voix, comme à Soweto en 1976, comme lors de la montée ouvrière de 1984-1986, et qu'ils fassent place nette une bonne fois de tous ces politiciens blancs, noirs ou métis, qui n'aspirent qu'à se partager pouvoir et privilèges sur leur dos.

François ROULEAU


Milicien serbe...

(AFP)

... drapeau "national" croate.

Daher / Gamma

L'aggravatio

UNE IMPA

Alors que la Macédoine, une des six Républiques yougoslaves, vient de voter à son tour son indépendance, les régions de la Croatie peuplées à la fois de Croates et de Serbes s'enfoncent dans la guerre civile. Et plusieurs incidents, opposant notamment des Musulmans de la Bosnie-Herzégovine à des Serbes, montrent que la poudrière est toute prête à s'enflammer ailleurs. Et ce n'est pas le ballet des diplomates des puissances européennes intéressées – et ô combien – qui est susceptible d'arrêter la propagation du feu.

LES NATIONALISTES DONNENT LE TON

Il est difficile de savoir combien sont ceux qui se battent dans les rangs des milices nationalistes croates ou serbes (ces dernières étant de plus en plus ouvertement soutenues par l'armée dite yougoslave). Il semblerait qu'ils ne sont que quelques milliers, des dizaines de milliers tout au plus. Et la guerre civile elle-même est, pour le moment, un ensemble d'escarmouches où l'on se déplace et on fuit plus que l'on ne combat. Mais c'est l'ultra-nationalisme des groupes paramilitaires qui imprègne tout. Les escarmouches elles-mêmes ont un caractère d'autant plus infâme qu'elles opposent les uns aux autres des villages voisins, voire des quartiers voisins d'un même village, là où justement les populations se mêlent en habitant côte à côte, voire se mélangent par des mariages mixtes. Il s'agit encore d'escarmouches – mais des villages sont déjà écrasés sous les bombes, des milliers de femmes et d'hommes obligés de quitter leur foyer, leur terre ou leur gagne-pain, contraints de se transformer en réfugiés, parfois à quelques kilomètres de chez eux. Et tout cela dans un combat stérile, sous prétexte que les uns sont croates dans un village en majorité serbe – ou occupé par des milices paramilitaires serbes – et les autres serbes dans une zone à majorité croate.

Bien des raisons ont contribué à amener les peuples de la Yougoslavie dans ce qui apparaît de plus en plus une impasse sanglante, où chacun des peuples a à perdre et aucun n'a vraiment à gagner : le passé même de cette Yougoslavie, entité récemment fabriquée par les puissances impérialistes victorieuses de la Première Guerre mondiale et qui n'a pas pu forger son unité nationale ; l'oppression grand-serbe ouverte que répercutait, entre les deux guerres, l'Etat qui fut officiellement celui des «Serbes, des Croates et des Slovènes» ; l'oppression grand-serbe que n'a pas éliminé mais au contraire perpétué encore dans une certaine mesure, quoique de façon plus atténuée et plus déguisée, l'Etat yougoslave sous Tito et qui pesait surtout sur les plus pauvres et les plus méprisés de l'Union, les Albanais du Kosovo ou les Macédoniens ; l'oppression aussi, mais cette fois dans l'autre sens, de l'Etat fantoche croate des Oustachis qui, sous la protection de l'Italie fasciste et de l'Allemagne nazie, massacrait les Serbes.

Voilà le terreau créé par l'histoire, sur lequel Milosevic le dirigeant serbe, Trudjman le dirigeant Croate, comme les autres, les dirigeants de la Slovénie, de la Bosnie ou de la Macédoine, tous anciens dignitaires du PC, tous anciens notables de la «nomenklatura» titiste, mais tous désireux de se désolidariser de leur propre passé et se forger une auréole politique nouvelle, ont déversé leurs démagogies nationalistes opposées. Ce sont eux qui, relayés et secondés par des forces ouvertement réactionnaires, cléricales, royalistes en Serbie, partisans du mouvement fascisant des Oustachis en Croatie, ont donné aux aspirations nationales un contenu de plus en plus réactionnaire. Ce sont eux, surtout qui ont canalisé vers le chauvinisme ethnique toutes sortes d'autres aspirations contradictoires, les aspirations des couches privilégiées locales à s'enrichir davantage d'un côté et les aspirations sociales des classes exploitées inquiètes devant la crise de l'autre. En sorte que les travailleurs des différentes nationalités sont de plus en plus dressés, les uns contre les autres, et en même temps, embrigadés derrière leurs couches privilégiées respectives.

QUELLE ALTERNATIVE ?

Oui, il y a bien des raisons qui expliquent comment ces démagogies nationalistes opposées, croate, slovène, serbe, ont pu trouver un certain écho dans ces différentes populations. Mais elles en ont trouvé surtout parce qu'aucune autre politique ne leur a été opposée. Les jeux n'étaient pas encore faits il y a dix ans, lorsque la crise économique et sociale qui ébranlait la Yougoslavie, avant de soulever des antagonismes nationaux, a d'abord soulevé des antagonismes sociaux, des grèves, des manifestations ouvrières.

Et malgré la dégradation considérable de la situation, les jeux ne sont pas encore nécessairement faits, même aujourd'hui. Bien des indices indiquent que, malgré le terrain occupé par les nationalistes aussi bien serbes que croates, dont la politique est de dresser sciemment un mur de sang entre les peuples de la Yougoslavie, une fraction au moins de celle-ci – ne serait-ce que sa fraction issue des couples «mixtes» ou encore ces couples mixtes eux-mêmes, voire bien au-delà ceux qui se considèrent simplement yougoslaves – est écœurée par ce qui se passe, ou en tout cas inquiète de l'avenir, trop consciente que des conflits ethniques de cette sorte, dans un pays où les peuples sont entremêlés, peuvent se prolonger indéfiniment.

Seulement, ce n'est pas le nationalisme yougoslave, trop suspect aux yeux des minorités opprimées de n'être que le déguisement de l'oppression grand-serbe, qui pouvait être opposé aux nationalismes croate, slovène, albanais ou macédonien. Aux politiques nationalistes, il y avait à opposer une politique de classe, prenant appui sur l'unité d'intérêts de l'ensemble des travailleurs de la Yougoslavie contre la couche privilégiée, hier unie, aujourd'hui en proie aux rivalités.

Alors, en tant que communistes révolutionnaires militant à l'extérieur de la Yougoslavie et dans l'incapacité de peser sur le déroulement des événements, nous ne pouvons que dénoncer la politique des nationalistes ; les nationalistes de la Serbie en premier lieu, dont le nationalisme couvre l'oppression de plusieurs minorités nationales ; mais ceux, aussi, de la Croatie, «défensifs» par rapport à l'oppression de l'Etat central largement entre les mains des nationalistes grand-serbes, mais oppressifs contre les minorités hongroise, tsigane, mais aussi contre les minorités serbes. Les nationalismes opposés, sont réactionnaires tous les deux. Nous ne pouvons que dénoncer leurs méthodes, comme leurs perspectives.

Portrait du leader serbe Milosevi dans une manifestation...

(AFP)

La dislocation de l'Etat yougoslave sera, sans doute, bientôt un fait, et nous ne reconnaissons évidemment pas à l'Etat central yougoslave – qu'il soit dominé par les Serbes, d'ailleurs, ou pas – le droit de maintenir quelque peuple que ce soit dans une Union dont il ne voudrait pas.

Mais cela ne nous empêche nullement d'affirmer que l'éclatement de la Yougoslavie actuelle – espace économique lui-même déjà insuffisant – entre une demi-douzaine d'Etats, avec leurs monnaies propres, leurs douanes, leurs barbelés à leurs frontières, prétendument indépendants mais en réalité jouets des grandes puissances, ne sont pas un progrès, mais une régression. Une régression sur le plan économique, sur le plan culturel, sur le plan politique. Une régression même sur le plan des libertés nationales (comme des libertés tout court) : le sort des minorités nationales sera certainement plus dure dans l'Etat serbe (comme dans l'Etat Croate ou Macédonien) qu'il ne l'est dans un Etat

Yougoslavie

...n de la guerre civile

...SSE SANGLANTE

...randi

... Le président de la Croatie, Trudjman...

(GAMMA)

... Des dirigeants nationalistes qui ont beaucoup contribué à pousser leur pays dans la crise.

multinational, même si le caractère officiellement multinational de l'Etat yougoslave dissimulait de moins en moins une prééminance serbe croissante au cours des années, et une oppression croissante contre les Albanais, les Macédoniens, les Tziganes, les Hongrois, etc.

Et le mieux que nous puissions souhaiter, c'est que le temps ne soit pas laissé aux forces nationalistes d'aggraver la crise actuelle par une fuite en avant ; et qu'avant qu'un véritable mur de haine soit dressé entre les peuples, puisse renaître en Yougoslavie un mouvement ouvrier révolutionnaire. Un mouvement ouvrier révolutionnaire qui ne laisserait pas les forces nationalistes réduire tous les problèmes à des oppositions nationales et qui œuvrerait pour que la classe ouvrière débarrasse le pays de sa classe privilégiée, qu'elle soit issue de l'ancienne «nomenklatura» titiste ou de la nouvelle bourgeoisie affairiste. Un mouvement ouvrier révolutionnaire qui reconnaîtrait, bien sûr, le droit de chaque peuple à disposer de lui-même, jusques et y compris la séparation politique, mais qui montrerait en même temps aux travailleurs l'intérêt qu'ils auraient à collaborer ensemble, dans le cadre d'une entité au moins de la taille de la Yougoslavie, mais avec pour but de s'intégrer dans une entité socialiste plus vaste à l'échelle de l'Europe Centrale et Balkanique, voir de l'Europe tout court.

Georges KALDY

(AFP)

Grève de mineurs (Serbes et Monténégrins) en février 1989. Les conflits "nationaux" n'étaient nullement un avenir inéluctable.

USA - Israël

UNE "CONFÉRENCE DE PAIX" À DIX MILLIARDS DE DOLLARS

George Bush, le président des Etats-Unis, a sollicité devant son Congrès un délai d'au moins cent vingt jours pour examiner la demande de garantie de l'emprunt de dix milliards de dollars qu'Israël se propose de lancer.

Bush voudrait en effet amener le gouvernement israélien à faire quelques concessions pour que la fameuse «conférence régionale de paix», organisée par le secrétaire d'Etat James Baker entre Israël et les Etats arabes voisins, puisse se tenir. Il faudrait pour cela que le gouvernement Shamir renonce à vouloir à toute force contrôler la délégation palestinienne (pour y empêcher tout représentant, officiel ou non, de l'OLP d'y participer) et arrête aussi d'installer de nouvelles colonies dans les territoires occupés... avec les milliards du prêt américain en tout cas.

Car, bien que de multiples plans de paix ou recommandations de l'ONU aient demandé qu'Israël cesse d'installer des colons, volontaires ou juifs immigrants nouvellement arrivés, dans les territoires occupés, les gouvernements israéliens successifs, travaillistes ou de droite, n'ont jamais cessé une politique d'implantation plus ou moins ouverte, pour créer dans certaines régions de Palestine un «fait accompli» : la présence de bourgades juives.

C'est une politique constante, mais plus ou moins ouvertement revendiquée. Actuellement, elle l'est ! Et le chef du gouvernement, Shamir, se permet de dire que, même s'il ne connaît pas *«le détail des plans du ministère du Logement»*, il n'en est pas moins *«heureux que la population israélienne augmente dans ces régions»* (il faut dire aussi que le ministre du Logement n'est autre qu'Ariel Sharon, ce général d'extrême-droite que la guerre du Liban a rendu célèbre et qui est connu pour ses positions en faveur du «grand Israël»). Shamir ne se donne même pas la peine de faire comme l'ancien Premier ministre de droite Menahem Begin, qui avait quand même temporairement stoppé les implantations à l'époque des négociations de Camp David. Le chef du gouvernement israélien ne veut même pas faire ce que lui demande le gouvernement américain : une petite déclaration n'engageant à rien.

Il faut dire que Shamir a un argument qui compte, et qui justifie que l'emprunt de dix milliards de dollars soit demandé pour «des raisons humanitaires» : la nécessité d'installer en Israël les centaines de milliers de Juifs soviétiques, dont la plupart préféreraient s'installer aux Etats-Unis, si ces derniers étaient d'accord pour leur accorder un visa !

Il y a toutes les raisons de croire qu'après avoir fait ce petit geste pour se démarquer de la politique d'Israël vis-à-vis de ses alliés des Etats arabes de la région, les Etats-Unis finiront par accorder la garantie du prêt demandé. Le lobby pro-israélien est puissant aux Etats-Unis. Et puis, même s'il ne s'en est pas servi pendant la guerre du Golfe, l'armée israélienne reste quand même encore le gendarme le plus sûr de l'impérialisme américain au Moyen-Orient !

Pendant ce temps, les Palestiniens des territoires occupés continuent de vivre – et de mourir – sous la dictature de l'administration militaire israélienne.

S. F.

Scandales financiers à la pelle :

LE CAPITAL, C'EST

Ces derniers mois ont été marqués par une vague de scandales financiers de grande ampleur dans la plupart des pays capitalistes. Le plus célèbre, celui de la BCCI, cette banque internationale qui abritait presque ouvertement un réseau de trafiquants d'armes, de drogue, et à l'occasion d'agents de la CIA, a touché notamment les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et de nombreux pays d'Afrique noire et du Proche-Orient. Mais c'est loin d'être le seul.

La simultanéité de toutes ces faillites et malversations ne relève évidemment pas de la coïncidence. Elles sont toutes significatives d'un climat de spéculation effrénée, d'un jeu où les milliards s'échangeaient comme de simples jetons. Derrière toutes ces malversations, ces coups de dés, illégaux ou pas (la limite est floue) se tenaient les plus grandes banques. Car le jeu se fait à crédit, pour gagner plus en misant moins. Ces grandes banques qui mènent le jeu sont aussi les alliées ou les propriétaires des principaux groupes industriels du monde. Ce sont les mêmes états-majors, les mêmes hommes qui bloquaient les salaires, licenciaient, parce que, prétendaient-ils, il fallait moderniser les usines pour lutter contre la concurrence internationale, qui investissaient comme au casino des milliards de francs, de yens ou de dollars.

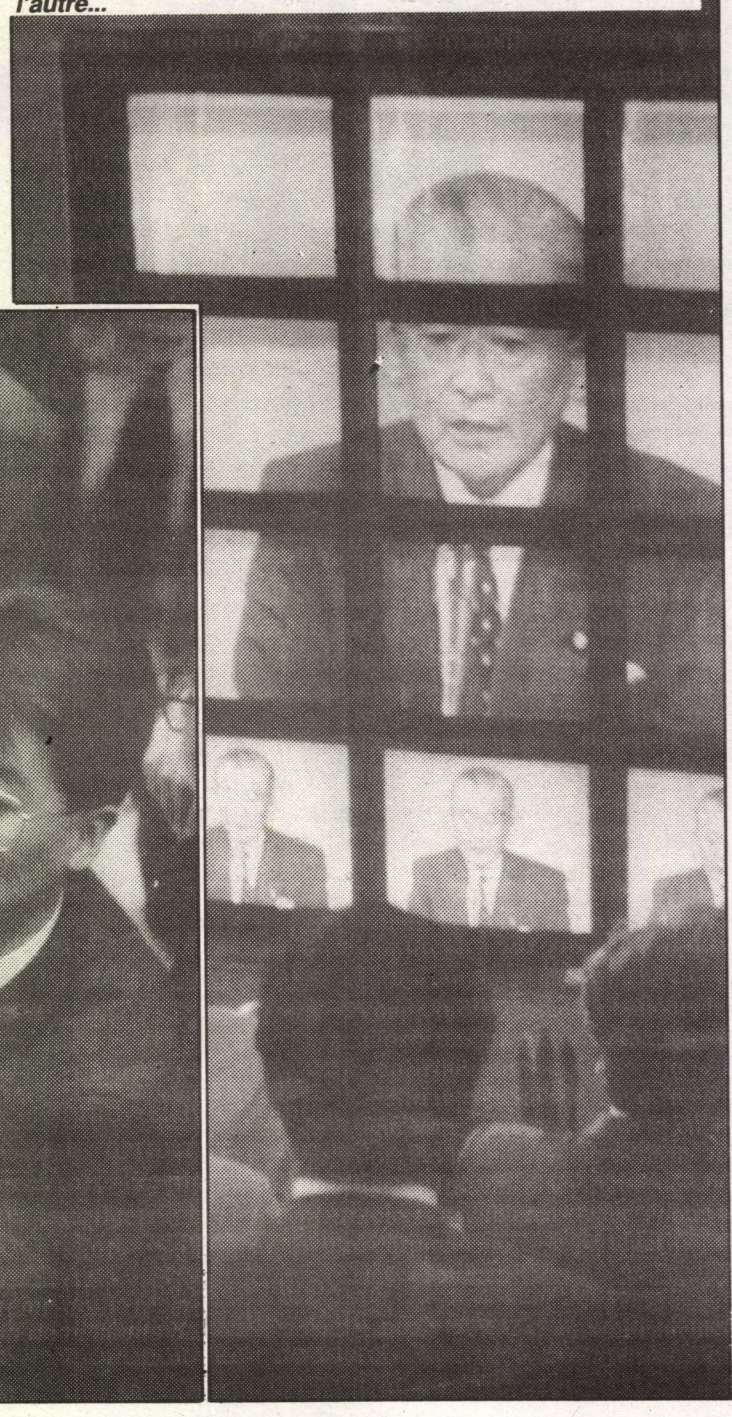
JAPON

Mafia-patronat, difficile de distinguer

Le Japon, jusqu'ici présenté par une presse complaisante comme un modèle d'efficacité capitaliste, où la rémunération de l'épargne populaire allait, paraît-il, de pair avec la prospérité des entreprises, a aussi été en vedette. Plusieurs affaires retentissantes, dans lesquelles les milliards ont valsé, ont éclaté. Quelques-unes des plus grandes banques auraient prêté, sans vérification aucune, 2,5 milliards de dollars à une tenancière de restaurant, prête-nom de la mafia, ainsi devenue la première actionnaire du Japon. Cela prouve au moins qu'à la Bourse de Tokyo on ne comptait même plus les milliards... et sans doute aussi quelque chose sur les liens existant entre truands et patrons japonais.

Ces habitudes de collaboration font d'ailleurs partie de la tradition. Depuis des lustres, les cercles les plus élevés de la bourgeoisie japonaise et les chefs de la mafia coopèrent. Ce sont les gangsters qui, au lendemain de la guerre, ont aidé à briser les grèves et les syndicats trop indépendants du patronat.

Un scandale pas très vieux : l'affaire Recruit, ayant entraîné la démission du chef du gouvernement japonais (ici en train de s'excuser publiquement) en 1989. Mais un scandale chasse l'autre...



A la Bourse de Tokyo, l'argent file vite... Surtout pour les petits porteurs !

(AFP)

Les excellentes relations entre patrons de la finance et de la pègre ont d'ailleurs été illustrées quelques semaines plus tard par une nouvelle affaire. Les deux premiers réseaux de vente d'actions et de titres financiers du Japon – et du monde – Nomura et Nikko, ont reconnu avoir poussé à la hausse – dans le but de les faire acheter par le public – des actions de sociétés cotées... notoirement détenues par des gangsters. Les mêmes gangsters avaient d'ailleurs réussi à se faire garantir par les banques en cas de spéculation boursière malheureuse. Mais la plupart des grandes sociétés japonaises bénéficiaient elles aussi de cette garantie. Après tout, si la mafia y avait droit, pourquoi pas elles aussi ?

Au grand jeu de casino financier de la Bourse de Tokyo, tout était organisé pour que seuls les petits gogos attirés à la table par la hausse générale des cours soient refaits. Et ceux-là sont légion, puisqu'un nombre non négligeable de salariés tentaient ainsi de se constituer une retraite décente. Mais tout cela fonctionnait à merveille depuis 1983 au moins. Le précédent ministre des Finances avait d'ailleurs carrément approuvé le système.

Pour faire semblant de prendre le taureau par les cornes, le nouveau gouvernement japonais a annoncé qu'il allait mettre sur pied des organismes de contrôle sur le modèle de ceux existant... aux Etats-Unis.

DES USA À L'ITALIE

Malversations boursières et faillites

Voila qui va certainement mettre au chômage les experts japonais en malversations financières ! Car s'il est un domaine où l'Amérique tient depuis longtemps la vedette, c'est bien celui de la corruption financière, dont la taille est à la mesure des gratte-ciel des banques. Le dernier scandale mis sur la place publique concerne la firme boursière Salomon Brothers, qui disposait avec quelques autres d'un monopole pour décider du prix auquel l'Etat

LE VOL

américain pourrait emprunter. La société a été accusée d'avoir largement outrepassé sa part, de façon à faire monter les prix. Les bénéfices étaient à l'échelle des besoins d'emprunts de l'Etat américain pour combler son déficit budgétaire, c'est-à-dire colossaux.

De nombreux autres pays ont été touchés. Pas une Bourse qui ne s'offre son scandale, pas un pays occidental développé qui ne se paye une bonne faillite. Ces dernières semaines ont vu survenir une tentative d'escroquerie géante aux titres boursiers en Italie et en Suisse. La filiale suisse de la banque française Duménil-Leblé, elle-même filiale du groupe de l'homme d'affaires italien Carlo de Benedetti, a soudain découvert la disparition d'actions qu'elle possédait. Devant l'étendue de cette mystérieuse fraude, il a fallu reporter en catastrophe le solde des opérations du mois à la Bourse de Milan.

Autres événements : les faillites de deux conglomérats industriels et financiers suisse et suédois, constitués en quelques années par des hommes d'affaires pressés. Le groupe Omni de Zürich comptait notamment la société Adia, numéro deux mondial du travail temporaire, et le groupe de machines-outils Sulzer. Au total 50 000 salariés dépendaient d'un monsieur qui passait pour un des hommes les plus riches de Suisse.

Son frère jumeau suédois avait, lui, racheté à bas prix... Nobel-Industries, qui fabrique notamment des canons et des produits chimiques. Ses spéculations immobilières l'ont obligé à mettre la clé sous la porte.

En France, où l'Etat dorlote plus qu'ailleurs les grands groupes capitalistes et leur distribue directement des fonds, les affaires financières viennent plus rarement sur la place publique. On les règle parfois dans la coulisse, comme cette faillite de la BIAO, une banque, filiale africaine de la BNP, qui a perdu ces dernières années 6 ou 7 milliards de francs dans des crédits aventureux. La BNP avait les coffres tellement pleins qu'elle a pu combler le trou sans réduire ses bénéfices. Quant au Crédit Lyonnais, il a avancé plusieurs milliards de francs à Paretti, un aventurier de la finance soupçonné lui aussi de liens avec la Mafia, italienne celle-là, pour lui permettre de faire des affaires dans le cinéma à Hollywood. La fin du film risque de coûter cher à la banque nationalisée. Quand on a tellement de milliards misés à droite et à gauche, il arrive qu'on oublie d'en surveiller un paquet !

Le Crédit Lyonnais, toujours lui, cette fois associé avec Thomson, s'apprête aussi à acheter un gros paquet de ces «obligations pourries», comme les appellent les spéculateurs, qui constituent le magot d'une compagnie d'assurance américaine pour l'heure en faillite.

Des profits pourris sur des affaires véreuses : les capitalistes annoncent l'odeur et la couleur.

Pierre VERNANT

Procès Noriega aux USA

BUSH ACCUSATEUR... ET COMPLICE !

Noriega, quand il était encore en habit de général-dictateur. (AFP)

Le procès de l'ex-général Manuel Noriega, ex-dictateur du Panama, vient de s'ouvrir à Miami, aux USA. On se souvient que Noriega, ancienne créature des services secrets américains (la CIA), avait fini par désobéir et même par se rebeller contre ses protecteurs, et que les USA l'avaient alors accusé de trafic de drogue. En décembre 1989, les troupes américaines étaient intervenues au Panama (faisant des centaines de morts, au passage) afin de s'assurer de sa personne.

L'accusation reproche, entre autres, à l'ex-général d'avoir encaissé 4,6 millions de dollars de la part des barons colombiens de la drogue. Cela est évidemment très probable, compte tenu de la crapulerie de l'intéressé. Mais les défenseurs de Noriega prétendent que l'accusé cherchait seulement à «infiltrer» les gros bonnets du trafic de la drogue, à la demande des USA précisément. Et, compte tenu de la crapulerie des services secrets, ce n'est pas absolument impossible.

En tout cas, c'est bien en tant que crapule que Noriega avait été employé par la CIA, à une époque où George Bush en était le patron. Qu'a-t-il fait exactement durant les longues années où il était payé par les services secrets US ? Ses avocats menacent de toute révéler, bien entendu, et un certain nombre de choses commencent à filtrer. Mais il y aura peut-être un accord (secret évidemment) pour éviter le grand déballage, à moins que Noriega ne soit victime dans sa prison d'un «suicide», ou d'une «crise cardiaque», comme tant d'autres...

D'ores et déjà, de gros pans du voile commencent à être soulevés. Ainsi on sait que c'est, entre autres, via Noriega, que les USA finançaient (clandestinement !) les «contras» (les guérilleros anti-sandinistes) et qu'ils avaient versé pour cela 11 millions de dollars à Noriega (deux fois et demie plus que ce qu'auraient versé les trafiquants colombiens !) et qu'une partie de ces dollars clandestins pourraient bien, eux aussi, provenir... du trafic de drogue !

On apprend aussi que c'est Noriega qui a livré aux militaires argentins des missiles Exocet français, durant la guerre des Malouines (lesquels ont coulé un navire de guerre britannique) ; car les USA, officiellement alliés de la Grande-Bretagne, voulaient quand même conserver de bonnes relations avec la dictature argentine !

C'est aussi Noriega qui a très vraisemblablement organisé, à la demande de la CIA dit-on, l'accident d'avion qui a éliminé son prédécesseur le général Torrijos, lequel était justement brouillé avec Washington.

Bref, si ce Noriega est une belle figure de mafioso, ses employeurs ne peuvent pas dire qu'ils l'avaient embauché en tant qu'enfant de choeur. George Bush en personne, alors qu'il était chef de la CIA, avait reçu Manuel Noriega et en bonne justice il devrait comparaître dans ce procès en tant que témoin – ce serait même la moindre des choses – et même en tant que complice. Car ce Noriega, tout paraméen qu'il soit, était bien «made by USA»... et même «by CIA».

André VICTOR

Corée du Sud

PRISON À VIE POUR DÉLIT D'OPINION

(GAMMA)

La police contre des manifestants à Séoul. L'évolution vers la "démocratie" à coups de matraques.

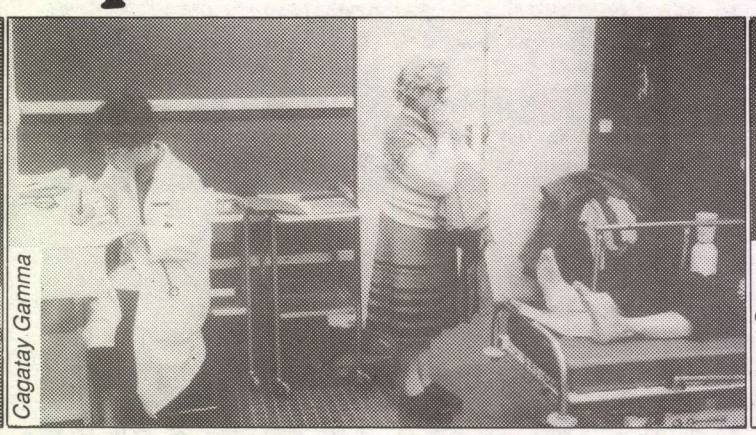
En Corée du Sud, le poète et militant d'extrême-gauche Park Ki-pyong, connu pour ses écrits et l'éloge qu'il a fait du dirigeant nord-coréen Kim Il-Sung, vient d'être condamné à la prison à perpétuité par un tribunal de Séoul.

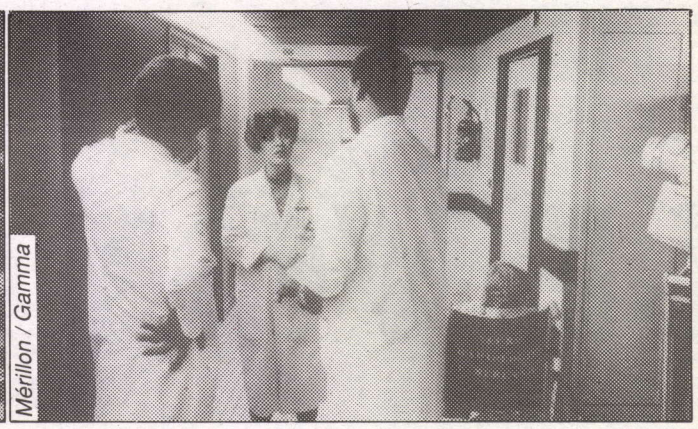
Son crime : avoir formé une organisation jugée «anti-Etat», le Parti Socialiste du Travail. Le procureur avait pour sa part réclamé la peine de mort, sous prétexte que l'accusé prônait le renversement de l'Etat.

Et il paraît, après cela, que la Corée du Sud s'est engagée depuis quatre ans dans un processus démocratique. Il n'empêche que dans ce pays on peut, ô combien facilement, perdre sa liberté pour un simple délit d'opinion.

Le monde dit libre compte, pour quelques pays riches où existent des droits démocratiques parfois trop limités, un bien plus grand nombre d'autres pays plus pauvres, où règne la dictature. La Corée du Sud en fait partie, comme ce procès le rappelle.

Mérillon / Gamma


Cagatay Gamma


Mérillon / Gamma

Infirmières de Franche-Comté

LA LUTTE A PAYÉ

Le 29 août, les 252 infirmières de Franche-Comté qui avaient passé leur examen en juin ont reçu une lettre recommandée émanant de la DRASS (Direction régionale des affaires sanitaires et sociales) leur expliquant que leur diplôme était annulé pour vice de procédure. Le choix du sujet de l'examen aurait été effectué par le président du jury seul, et non par l'ensemble des... 350 membres, comme cela aurait dû se faire.

Passé l'effet de surprise, elles ont fait le bilan : cela faisait donc deux mois qu'elles travaillaient sans diplôme et donc en plein exercice illégal de la profession ! Elles devaient même renvoyer rapidement leur diplôme à la DRASS. A cause d'une bavure de cette dernière et du ministère de la Santé, elles auraient dû repasser leur examen le 2 octobre.

C'en était trop, elles ne pouvaient pas accepter ça. Réunies en assemblée générale, elles ont décidé de dire haut et fort qu'il n'était pas question de repasser un diplôme qu'elles avaient déjà ; le ministère devait revenir sur sa décision.

Mercredi 4 septembre, elles sont allées à Paris pour le dire directement au ministre. Après plusieurs entrevues, et comme la situation ne se débloquait toujours pas, elles ont décidé qu'elles ne partiraient pas avant d'avoir obtenu satisfaction : armées de leur détermination, elles ont passé la nuit sur le pavé...

Jeudi 5 septembre à 13 heures, le ministre cédait, se payant même le ridicule de déclarer qu'il avait personnellement examiné toutes les copies, qu'il n'y avait pas de fraude et donc qu'il annulait son décret, et tout cela sous une ovation générale !

Voilà 252 infirmières qui ont bien commencé leur vie active : par une lutte victorieuse !

Correspondant LO

Un succès qui a laissé des traces

Dans les hôpitaux parisiens, l'affaire des infirmières nouvelles diplômées de Besançon n'est pas passée inaperçue. Quand le ministère leur a retiré leur diplôme, alors que ces infirmières exerçaient déjà, en prétextant un vice de forme dont il était responsable, tout le monde a ressenti cela comme une injustice notoire.

Mercredi 4 septembre, la nouvelle de leur arrivée à Paris est peu à peu passée. Mais c'est le jeudi 5 au matin, lorsqu'on apprit leur nuit de siège devant le ministère, que les discussions se précisèrent.

Certaines des infirmières de Besançon contactèrent des élèves de quelques hôpitaux. Un groupe d'élèves de la Pitié-Salpêtrière alla les rejoindre devant le ministère et contacta en même temps certains établissements, afin que le rassemblement grandisse.

A Beaujon, il y eut des discussions et un groupe d'élèves de 3ème année partit au ministère (où il arriva après que Durieux eut cédé). A Sainte-Anne certaines personnes parlèrent de se mettre en grève dans les jours qui allaient suivre. En effet, le sentiment général était que le ministre Durieux ne céderait pas.

Aussi, dès quatorze heures, quand Durieux rétablit les diplômes, la nouvelle circula rapidement. Chacun disait que Durieux essayait de désamorcer le mécontentement. Mais le sentiment dominant était la joie, pour les filles de Besançon bien sûr, mais aussi du fait que leur détermination ait fait céder aussi vite le ministre.

Celui-ci, en éteignant une mèche, en a peut-être allumé une plus importante, en redonnant une certaine confiance en soi au personnel des hôpitaux.

Correspondant LO

Hôpital Beaujon (Clichy)

LE DUR ÉTÉ D'UN HÔPITAL

Cet été, à l'image de tous les hôpitaux de l'Assistance Publique de Paris, l'hôpital Beaujon a connu une situation difficile. Le manque d'effectifs chronique (chaque mois il manque plusieurs dizaines de personnes) s'est doublé des départs en vacances. La direction a recouru à la fermeture massive de lits : 300 l'ont été en août, sur 730 au total.

Cela n'a pas empêché la multiplication des problèmes sur les trois équipes, avec une plus grande gravité la nuit. Par exemple en Hématologie, il y eut une nuit une seule infirmière en poste, aidée de quelques intérimaires ; en Chirurgie digestive, cinq postes vacants l'après-midi, sur un effectif habituel de 14 personnes. A ce dernier étage, le chef de service n'ayant pu obtenir de la direction du personnel en plus, a suspendu l'activité de greffes du foie.

La direction a recouru à une attitude autoritaire, faisant pression sur des agents soit pour qu'ils changent de service le temps d'un remplacement, soit pour qu'ils changent d'horaire, soit même pour qu'"exceptionnellement" ils prolongent leur service au-delà de leur équipe normale. Cette mise en application sournoise de la flexibilité était d'autant plus choquante qu'à la suite du référendum organisé au printemps dernier et où le personnel avait refusé à 70 % les changements d'équipe, le directeur s'était engagé à ne jamais changer quelqu'un qui ne serait pas volontaire.

Dans les faits, il fallut souvent résister aux pressions multiples des administrateurs pour ne pas tourner. Dans un secteur de réanimation où le personnel est très lié, la direction laissa entendre que, si les quinze personnes du service continuaient à refuser de passer en 12 heures, elle les remplacerait en bloc par quinze élèves "volontaires" à la prochaine sortie d'école.

Le sentiment général est que la direction ne fait aucun effort pour garder les jeunes diplômées. Aussi, cet été surtout, la tentation de démissionner ou la lassitude qui mène à l'arrêt de travail étaient permanentes.

Et bien des gens redoutaient plus que tout la réouverture en septembre des lits fermés pour congés annuels et savaient qu'ils ne le supporteraient pas. C'est pourquoi la direction rouvre avec prudence. Certaines salles ne doivent reprendre leur activité qu'en novembre... C'est ce qu'on appelle à l'Assistance Publique un hôpital au service du public !

C'est dans cette ambiance que, par une affiche, la CGT a appelé à une réunion le jeudi 5 septembre. Avec succès, puisqu'une cinquantaine de personnes sont venues. Bien que l'affiche ne soit pas adressée aux seules infirmières, l'énorme majorité des présents étaient de cette catégorie. Beaucoup étaient jeunes et virulentes.

On entendit dénoncer toutes les pénuries dont souffrent les services, et les risques que courent de ce fait les malades. On discuta des moyens légaux de résister à l'administration. Mais il y eut aussi des interventions pour affirmer que la situation des hôpitaux n'était pas séparable de celle du reste de la société et que seul le rapport de force permettrait de combattre les attaques de l'AP.

Une infirmière déclara : *"Nous n'avons qu'une envie, descendre dans la rue, faire la grève"*. La participation à la journée du 26 septembre organisée par la Coordination nationale infirmière (dont la direction n'est plus celle de 1988) parut à tous les présents une évidence. La CGT déclara y appeler. Mais tous exprimèrent qu'une journée ne suffit pas. La CGT proposa une délégation chez le directeur de Beaujon et des "actions locales". Mais plusieurs infirmières répondirent qu'aller voir le directeur ne servait pas à grand-chose, puisqu'il ne tenait jamais ses promesses.

Les discussions en sont là à Beaujon, pour le moment. Mais il est à présent sûr que de nombreuses personnes cherchent à combattre la politique de santé actuelle. Si elles savent entraîner les autres, la rentrée offrira peut-être des possibilités de lutte.

Correspondant LO

Crédit Lyonnais

UNE INJUSTICE EN PRIME

Vendredi 6 septembre, au Crédit Lyonnais, 90 employés du service Comptes Généraux (situé dans un immeuble proche du Siège) ont cessé le travail à 10 h 30. Ils protestaient contre l'attitude de la direction qui refuse d'attribuer une prime de 1 500 F à tout le personnel.

Ce service va être dissous. Le travail qui y est effectué va être transféré à une dizaine d'unités de base comptables. Celles-ci vont être installées dans différentes "UAC" de la région parisienne. Ces "UAC" sont des centres administratifs qui traitent les opérations de plusieurs groupes d'agences.

Sur les 180 personnes qui composent actuellement le service des Comptes Généraux, 150 vont partir dans ces nouvelles unités. Elles toucheront, à l'occasion de leur transfert, la prime de 1 500 F, attribuée pour les mises en place d'UAC.

Mais pour une trentaine de personnes, qui seront mutées ailleurs, soit par choix personnel soit par décision de la direction, celle-ci a décidé qu'elles ne toucheront pas la prime.

Dans le personnel, nombreux sont ceux qui ont ressenti cela comme une injustice inacceptable. Dans un premier temps, nous avons signé une pétition : elle a recueilli, au mois d'août, 125 signatures. Elle réclamait la prime pour tous. C'est devant le refus de la direction que nous avons débrayé.

La direction du service a reçu les délégués du personnel accompagnés d'employés.

Mais elle s'est réfugiée derrière le refus de la direction du personnel. Elle a finalement promis de revoir le problème et d'en reparler au prochain Comité d'Etablissement du 17 septembre.

Mais il n'est pas certain que nous attendions tranquillement jusque-là. Ces 1 500 F, c'est pour tous que nous les voulons.

Correspondant LO

Centre de Tri-PTT Paris 09

UN HOLD-UP COMME SI ON Y ETAIT

(AFP)

Premiers soins à des blessés par balle. Les postiers aimeraient bien voir tout ça... de loin !

Jeudi 5 septembre, vers 17 h 45, quatre hommes armés ont braqué un convoi de fonds de la Société Générale qui déposait des valeurs au Centre de tri PTT de Paris 9ème, rue Choron. L'intervention immédiate de la police a fait échouer le hold-up, qui s'est terminé par la poursuite sanglante dont la presse a parlé.

Devant le Centre de tri, deux convoyeurs de fonds ont été gravement blessés. L'un depuis est mort de ses blessures. Et si aucun postier n'a été touché, ça tient du miracle. Car, à cette heure-là, il y en a des allées et venues entre la rue et le centre : des auxiliaires arrivent (l'un d'entre eux a dû se coucher dans la rue pour éviter les balles), des agents réceptionnent les bacs de lettres déposés par les entreprises, le tout au milieu des convoyeurs de fonds qui déposent les valeurs venant des banques et des sociétés d'assurances qui ont pour la plupart leurs sièges situés dans le 9è arrondissement.

A Paris 09, tout se passait comme si les hold-up n'arrivent qu'ailleurs. Et la sécurité, pour l'administration, consistait à installer des caméras pour surveiller l'intérieur du bureau. Mais pour protéger le personnel, rien de prévu.

Pourtant, il semblerait que tout le monde n'ait pas été surpris par le braquage. Car si la police est intervenue immédiatement, c'est semble-t-il parce qu'elle se trouvait sur place. En effet, depuis un mois, le bureau était sous surveillance sur demande de l'administration qui avait repéré des manœuvres suspectes autour du Centre de tri.

Il semblerait donc que la police et l'administration s'attendaient à un braquage, mais pas le convoyeur qui est mort, ni le postier qui a vu une balle se ficher dans la fenêtre qu'il était en train de fermer.

Si aujourd'hui tout le monde est un peu choqué et a le sentiment d'avoir servi d'appât pour un "flag", la sécurité est maintenant une préoccupation. Et les postiers préféreraient voir l'administration faire effectuer rapidement les travaux de protection, plutôt que de devoir jouer de nouveau les figurants dans un mauvais polar.

Correspondant local

ILS NE SONT PAS PRESSÉS POUR SUPPRIMER LES PRODUITS TOXIQUES

140 tonnes par an de trichloréthane 111 pur sont utilisées chez RVI. Il a fallu un projet de suppression des solvants chlorés (prévue à partir de 1994) pour apprendre ce chiffre.

Ce produit, qui a remplacé le trichloréthylène, est aussi un produit très toxique, à l'origine de nombreux cancers. Certainement que des travailleurs de l'entreprise l'utilisent sans connaître les dangers, car la direction se garde bien de nous informer correctement sur ce sujet. Sans compter tout ce qui est rejeté à l'extérieur.

Les patrons nous rongent la santé et nous polluent l'atmosphère ; c'est aussi ça le capitalisme.

Extrait du bulletin* Lutte Ouvrière *R.V.I.

LA GUERRE ECONOMIQUE

Dans sa dernière *Lettre*, Alcatel Radio-Téléphone se vante d'avoir réussi à vendre 1800 portatifs à la Marine Nationale, piquant ainsi le marché à Thomson Gennevilliers.

Les "accords" entre Thomson et Alcatel sont à peine terminés que la concurrence et la guerre entre les firmes reprennent.

Une concurrence qui montre la rapacité de chacune des sociétés et qui va peut-être avoir pour conséquence de nouveaux licenciements. Voilà leur credo !Nous, en tout cas, on a du mal à comprendre en quoi la concurrence serait meilleure que... la coopération.

(Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Alcatel Colombes)

RÉDUCTION TOUS AZIMUTS

Peugeot présente la 106. Elle sera plus courte... mais pas moins chère, puisque son prix ira de 51 000 F à 85 000 F. Pour la fabriquer, il faudra encore moins d'ouvriers, et Calvet ne se gêne pas pour licencier. Moins de travailleurs, avec de moins en moins de pouvoir d'achat, comment s'étonner alors que les voitures ne se vendent pas ? La crise, ce sont les capitalistes qui la fabriquent.

UN DEFAUT DANS LA MISE EN SCENE

(AFP)

En présentant la 106, Calvet avait oublié un détail que lui a signalé un journaliste : l'auto-radio monté était de marque japonaise. Les pirouettes de l'artiste Calvet, qui joue habituellement les pourfendeurs des produits japonais, étaient risibles.

(Extraits du bulletin* Lutte Ouvrière *Peugeot Sochaux)

UNE DIRECTION MISE SUR ROUES

Samedi dernier, au Dépôt Route, nous étions en grève contre une sanction infligée à un camarade (mise à pied avec sursis) qui avait refusé de se voir coupé du roulement pour finir plus de trois heures plus tard.

C'est l'immense majorité d'entre nous qui était gréviste pour affirmer notre refus de la sanction, notre ras-le-bol des magouilles sur les roulements et surtout notre solidarité avec ce camarade.

La direction a dû transférer les navettes et les omnibus sur route, payer le taxi à des camarades d'autres dépôts pour effectuer les trains des Aubrais. Plutôt que de revenir sur son intention de mettre ce camarade à pied, elle a préféré tout mettre sur roues ! Et dire qu'à la moindre grève, c'est elle qui nous accuse de prendre les usagers en otage !

Reste que les tentations de certains chefs trop zélés risquent maintenant d'être les otages de notre solidarité !

(Extrait du bulletin* Lutte Ouvrière *SNCF Orléans Les Aubrais)

Accident de Forbach :

IL FAUT METTRE LES PATRONS HORS D'ETAT DE NUIRE

Les circonstances de l'accident de Forbach, où trois ouvriers ont été brûlés par le rayonnement d'un accélérateur de particules, sont particulièrement révoltantes.

L'entreprise EBS venait juste d'ouvrir le 1er juillet, *"sans déclaration d'implantation à l'inspection du travail"* et avec *"un statut quasi clandestin"*, selon un fonctionnaire que cite *Libération*. Elle utilisait pourtant une technologie de pointe particulièrement dangereuse. Et pour effectuer des travaux de manutention sur ce matériel sophistiqué, EBS avait embauché trois ouvriers intérimaires, dont un faisait fonction de chef d'équipe, auprès d'une agence Manpower. Prendre le risque d'exposer de simples intérimaires, pas du tout formés, à un rayonnement extrêmement dangereux, c'est évidemment criminel.

Le patron, puis son avocat qui est intervenu à la radio, parlent "d'erreur humaine", prétendent qu'il y avait pourtant, sur la porte qu'il ne fallait pas ouvrir, une inscription mettant en garde contre le danger. Mais il paraît que c'était sur la porte juste à côté, et que les consignes de sécurité étaient rédigées en anglais ! Alors bien sûr qu'il a eu "erreur humaine", mais c'est celle du patron !

L'accident est intervenu le 12 août, semble-t-il, et peut-être à plusieurs reprises (car on ne sait pas exactement tout) entre le 5 et le 19 août, *"dans la salle d'irradiation, alors que la haute tension était maintenue pour gagner du temps"*, selon le rapport d'un service officiel. Pour gagner du temps, c'est-à-dire pour gagner quelques sous...

Ce n'est qu'une quinzaine de jours plus tard que les ouvriers ont été hospitalisés, quand leurs cheveux ont commencé à tomber et que leur peau a noirci et s'est détachée en lambeaux. Enfin informé le 23 août par un médecin du travail, le Service central de protection contre les rayonnements ionisants a mis 4 à 5 jours pour inspecter l'usine et demander l'arrêt des installations !

Eh bien, malgré cela, l'usine fonctionnait toujours (avec quel personnel, au fait ?) lors d'une nouvelle inspection les 2 et 3 septembre, et le même Service central décidait alors le 5 septembre (toujours très "cool", ce service) de *"dégager sa responsabilité auprès des autorités concernées"*. On suppose que maintenant l'usine est enfin arrêtée, mais qui sait ?

Dans cette affaire, le petit patron d'EBS a agi absolument à sa guise, au mépris de la sécurité des ouvriers, de la législation et même des injonctions des services officiels, quand elles ont fini par arriver.

Le ministre de l'Environnement, Brice Lalonde, s'est évidemment déclaré révolté. Il a parlé de *"réprimer sauvagement"*. L'ennui c'est que, s'il parle beaucoup, ce n'est pas lui qui fait les lois, et encore moins qui veille à leur application. Il s'est désolé : *"On ne va pas mettre un gendarme derrière chaque Français !"* Derrière chaque Français, c'est inutile ; mais derrière chaque patron, il faudrait y songer.

A. V.

FORCE OUVRIÈRE et la grève générale de 24 heures

La Commission exécutive de Force Ouvrière a voté, le 3 septembre dernier, une résolution convoquant le Comité confédéral national à *«une réunion exceptionnelle à Paris le 20 septembre 1991 pour examiner la possibilité d'organiser une grève générale interprofessionnelle de 24 heures»*. Ce que Marc Blondel, dirigeant de la confédération, confirmait ainsi, dans son interview au *Monde* du 4 septembre : *«Je ne cache pas que j'ai l'intention, à FO, de promouvoir l'idée d'une action dure, probablement brève mais généralisée»*. Les raisons étant dictées par l'augmentation du chômage, l'évolution des salaires, le devenir de la protection sociale, selon les termes de la résolution de la Commission exécutive de FO. Et, dans le cadre de la fête annuelle du syndicat, l'organe *FO-Hebdo* du 4 septembre appelait à un meeting sur la pelouse de Reuilly, avec Marc Blondel, pour le 21 septembre à 15 heures.

La réaction des autres syndicats à ces déclarations s'est exprimée de façon négative, sauf en ce qui concerne la CGT. *«Banco !»* a dit Louis Viannet, le secrétaire de la CGT, dans l'éditorial de la *Vie Ouvrière* suivante. *«Ne laissons pas cette étincelle de perspective se perdre, allons-y franchement»*, a précisé le dirigeant cégétiste, à qui les dirigeants de FO s'étaient d'ailleurs bien gardés de s'adresser, comme d'ailleurs ils s'étaient gardés de s'adresser aux autres confédérations.

FO ira-t-elle jusqu'à cette action *«dure, brève et généralisée» ?* Il n'est pas exclu qu'elle puisse se contenter de l'écho propagandiste que sa proposition peut avoir, notamment auprès d'un électorat cégétiste. Surtout en cette période où les militants sont troublés par les derniers événements d'URSS et où les dirigeants de la confédération de Krasucki, jusque-là prépondérante et spécialiste de ce genre d'actions limitées, semblent bien en peine de prendre quelque initiative que ce soit. Mais rien n'empêche non plus la confédération FO d'appeler, même seule, à un mouvement de grève de 24 heures et d'essayer de se faire passer pour le syndicat combatif, à un moment où les dirigeants de FO n'ont pas la moindre crainte de voir leur initiative déboucher sur un raz-de-marée qui les pousse en avant malgré eux.

Maintenant, bien sûr, on ne sait jamais. Et les militants révolutionnaires que nous sommes, au cas où les dirigeants syndicaux se tromperaient, c'est-à-dire au cas où la colère des travailleurs viendrait brusquement à vouloir s'exprimer, n'hésiteraient pas à emprunter n'importe lequel des canaux qui puissent se présenter.

Louis GUILBERT

LUTTE OUVRIÈRE
(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIÈRE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser
toute correspondance à :
LUTTE OUVRIÈRE
B.P. 233
75865 PARIS CEDEX 18
FRANCE

La Société d'Editions de Lutte Ouvrière – B.P. 233, 75865 PARIS CEDEX 18 – est une S.A.R.L. au capital de 20 000 F, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970.
Gérant : Michel Rodinson.
Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat.
Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson.
Tirage : 17 000 exemplaires.
Composition : Point-Virgule Photocomposition - Paris.
Impression : Roto de Paris, La Plaine Saint-Denis (Seine-Saint-Denis).
Commission paritaire des publications n° 64 995.

ABONNEMENTS

– **Lutte Ouvrière -** hebdomadaire :
France : 6 mois : 130 F - 1 an : 250 F.
Autres pays, voie ordinaire : 6 mois : 170 F - 1 an : 320 F.

– **Lutte de Classe -** mensuel trilingue en français, anglais et espagnol édité par l'Union Communiste Internationaliste :
France, 1 an : 80 F. – Autres pays, voie ordinaire, 1 an : 95 F.
Pour envois par avion ou sous pli fermé, tarifs sur demande.

BULLETIN D'ABONNEMENT

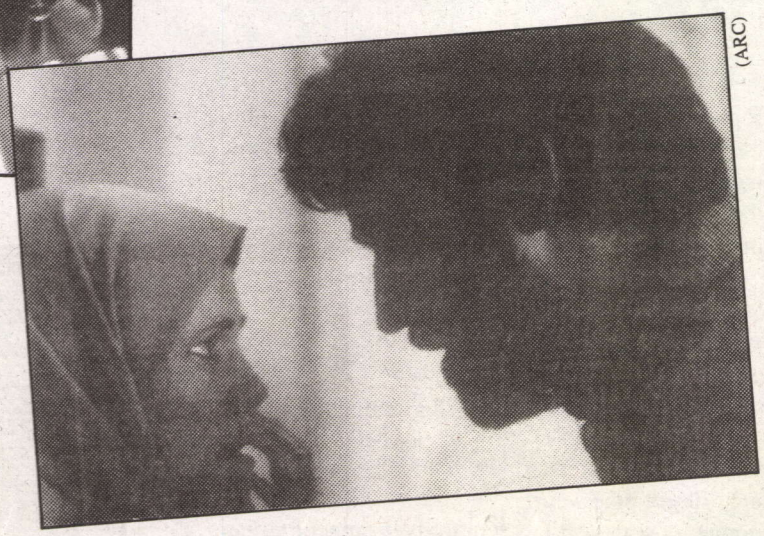
NOM : .....
PRENOM : .....
ADRESSE : .....
CODE POSTAL et VILLE : .....
COMPLEMENT D'ADRESSE : .....
Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE,** pour une durée de : .....
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de : .....
Règlement : • par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,
• par virement postal à MICHEL RODINSON - CCP 6 851 10 R - PARIS.

JAMAIS SANS MA FILLE
avec Sally Field

(GAMMA)

Le sort de l'héroïne du film rappelle qu'il y a des millions de femmes opprimées en Iran.

Le livre de Betty Mahmoody (le témoignage, car il ne s'agit pas d'un roman), paru aux Etats-Unis en 1987, est devenu un des plus gros best-sellers dans le monde. Le film qui en est tiré suit apparemment la même lancée. Il a déjà connu un brillant succès commercial aux Etats-Unis, en Suède, en Allemagne.



(ARC)

L'histoire qu'a vécue Betty Mahmoody n'est évidemment pas banale. Américaine de la petite bourgeoisie, menant une vie tout à fait aisée, confortable et mondaine, en particulier grâce à son mariage avec un médecin, sa vie bascule lorsqu'elle se laisse convaincre par celui-ci de quitter le Michigan pour aller passer quinze jours de vacances avec lui en Iran.

Car Moody, le mari, est iranien. Il a la nostalgie de son pays et de sa famille, à laquelle il veut présenter leur petite fille, Mahtob.

Le départ a lieu en août 1984. Betty Mahmoody était apparemment inconsciente de la situation en Iran et ignorante de la société iranienne. Son horizon se limitait à sa famille. Pour elle, son mari faisant partie du monde des privilégiés, qu'elle considérait comme une «élite», elle était platement heureuse.

Le choc est d'autant plus rude lorsqu'elle voit, sur place, son mari évoluer, subir la pression de l'entourage en matière religieuse, et lui imposer le même mode de vie qu'aux femmes de sa famille : cloîtrées, voilées.

C'est sans doute en effet une expérience très dure qu'a vécue la jeune femme ; surtout à partir du moment où son mari iranien décida de ne plus repartir, de vivre à Téhéran, en les contraignant, elle et leur fille, à y demeurer aussi, sous sa coupe, puisque, en vertu de la législation islamique, il avait tous pouvoirs sur elles.

Malgré les coups et une période de séquestration, Betty Mahmoody réussit cependant, non sans peine, à s'échapper et à regagner les Etats-Unis en passant par la Turquie, au début de 1986.

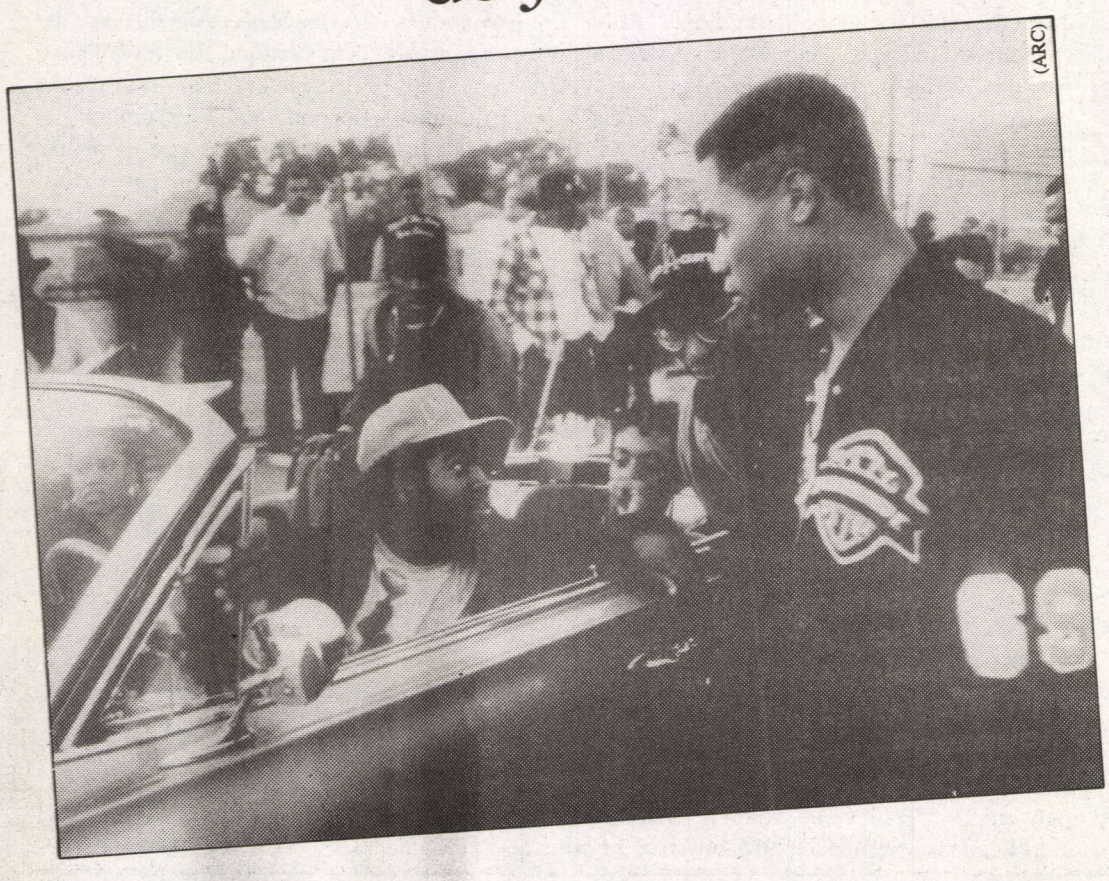
Malgré les épreuves de Betty, auxquelles on compatit, le livre est d'une lecture pénible. Car il abonde non seulement en réactions d'hostilité de sa part envers les coutumes religieuses réactionnaires (surtout, d'ailleurs, à partir du moment où on prétendit les lui imposer, à elle), ce qui est légitime, mais y compris en réactions de profond mépris, voire tout simplement de racisme à l'égard des Iraniens. Betty Mahmoody semble s'être murée dans son sentiment de supériorité, dans son refus de s'intéresser même au sort des femmes qui l'entouraient.

Dans le film, la plupart de ces aspects trop manifestent intolérants et racistes sont gommés. La glorification de la «supériorité américaine» est relativement discrète. Et il y a même un certain effort pour essayer de faire comprendre un peu la psychologie du mari (ne parlons pas des masses populaires iraniennes, il n'en est pas question ici).

Betty Mahmoody n'y brille pas pour autant par la chaleur humaine. L'actrice Sally Field (qui incarna l'ouvrière Norma Rae) sait être émouvante, faire partager les accès de rage ou les moments de désespoir de son personnage, mais elle ne parvient pourtant pas à le rendre bien sympathique.

Christiane LE GUERN

BOYZ'N THE HOOD
de John Singleton



(ARC)

Boyz'n the Hood est la contraction de *«Boys in the neighborhood»*, c'est-à-dire «les gars du quartier». Ce film d'un jeune réalisateur noir américain est la chronique d'un quartier déshérité de Los Angeles. Il suit l'itinéraire de trois jeunes Noirs dans cette partie de la ville où règnent la drogue, la prostitution et les règlements de comptes sanglants pour le moindre prétexte. Ainsi, une scène montre les trois enfants rentrant de l'école. Ils parlent entre eux de la fusillade qu'ils ont entendue la nuit dernière et découvrent dans un recoin un cadavre en putréfaction.

A Los Angeles, comme dans la plupart des grandes villes américaines, il y a des quartiers où les laissés-pour-compte de la société capitaliste se livrent entre eux à une véritable guerre, à coups de fusils et d'armes automatiques. Toutes les nuits les habitants entendent la ronde des hélicoptères de la police. C'est un univers où l'on finit par détester tout le monde, soi-même inclus. On n'ouvre pas la bouche sans proférer quelques injures bien senties, une des plus banales et pleine de dérision étant «sale nègre».

Contrairement aux films d'action ou aux séries télévisées, ce film ne montre pas la violence sous un jour spectaculaire ou racoleur. Il montre comment elle imprègne toute la vie quotidienne et à quel point les gens en souffrent.

Le réalisateur réagit contre ce qu'il ressent comme une volonté d'extermination de la communauté noire : *«Tu sais pourquoi, dans nos quartiers, on trouve les débits de boissons et des armureries à tous les coins de rue ? Pour qu'on s'entretue»*.

Face à cette situation, le message de Singleton n'est pas très original. Appelant la communauté noire à se ressaisir et à prendre ses affaires en main, c'est dans l'ascension sociale, y compris dans un capitalisme noir, qu'il espère une solution. Et ce que l'on peut prendre pour de la naïveté, l'appel aux hommes noirs à prendre en charge leurs enfants, n'est que l'expression d'une idée courante chez les nationalistes noirs et aussi du côté des racistes blancs : «Ces Noirs qui laissent leurs enfants à la rue». Mais malgré ses limites, c'est un film d'un réalisme presque minutieux, qui vaut la peine d'être vu.

Jean-Pierre CALVI

UNION... OU DÉSUNION SOVIÉTIQUE ?

(AFP)

Gorbatchev, ainsi que les autres bureaucrates, a beau regarder vers l'Ouest, ce n'est pas cela qui remplira les magasins, bien au contraire.

(AFP)

Jeudi 5 septembre, le Congrès des députés de l'URSS s'est séparé sur l'obligation, faite par Gorbatchev, d'approuver la création de ce qui serait les institutions provisoires d'une nouvelle "Union" remplaçant l'Union soviétique. Il s'agit d'un plan élaboré quelques jours auparavant par Gorbatchev, Eltsine et les dirigeants d'autres Républiques, prévoyant une sorte d'union volontaire, "à la carte" entre les Républiques.

Le fait majeur serait que chacune de celles-ci serait représentée à égalité dans l'organe dirigeant, quelles que soient sa population et sa richesse économique. C'était sans doute le seul moyen pour que les "petites Républiques" acceptent une direction commune ; mais une direction qui, d'ailleurs, n'engage personne.

Est-ce un coup d'arrêt sur la pente de la désagrégation qui semble emporter inexorablement le pouvoir central soviétique ? Dès le 6 septembre, le tout neuf "Conseil d'Etat" a décidé de reconnaître l'indépendance des trois Etats baltes, mais il n'a eu là que le pouvoir d'entériner ce qu'il ne pouvait pas remettre en cause. Mais la nouvelle Union semble bien fragile.

On l'a vu d'ailleurs lorsque les représentants de la Géorgie ont fait savoir qu'ils rompaient *"toutes les relations officielles avec l'URSS"* et se retiraient du Conseil d'Etat pour protester contre la non-reconnaissance par celui-ci de l'indépendance géorgienne.

L'UNION SAUVEGARDEE ?

Si les dirigeants des Républiques se sont ralliés à cette formule d'"Union à la carte", c'est sans doute parce qu'elle n'engage à rien, surtout par rapport à la Russie, dont le poids politique et économique peut remplacer le pouvoir actuel défaillant d'autant qu'Eltsine fait office d'homme fort par rapport à Gorbatchev, dont l'autorité est passablement diminuée.

Les dirigeants de la plupart des Républiques sont tout de même conscients qu'ils ne peuvent sans danger faire totalement cavalier seul. C'est vrai surtout des dirigeants russes et d'Eltsine. Celui-ci a dû faire la concession de s'effacer un peu derrière Gorbatchev, après son faux pas vis-à-vis des Républiques dont il avait parlé de revoir les frontières avec la Russie. Déclarant aujourd'hui que son ambition s'arrête à la Russie et qu'il ne souhaite pas occuper la place de président de l'Union, Eltsine a en outre accepté que, dans les nouvelles institutions, la Russie malgré son poids économique et humain ne dispose d'aucun moyen d'imposer son point de vue.

Cette concession a sans doute été déterminante pour rendre l'accord possible, et elle montre qu'Eltsine, après avoir construit son ascension politique contre le président de l'Union Gorbatchev sur la démagogie nationaliste "russe", est tout de même assez conscient des risques que ferait courir à la Russie la rupture des autres Républiques. L'échec du putsch du mois d'août, en renforçant sa position politique, l'a en même temps contraint à une attitude plus responsable - ou moins irresponsable - à l'égard des intérêts généraux de l'ex-Union.

Aujourd'hui, ces intérêts généraux commanderaient bien évidemment de maintenir l'Union, en tant que réalité économique existant à l'échelle du territoire de l'URSS, reposant sur une division des ressources, une spécialisation des productions, sur une circulation et un échange des hommes à l'échelle d'un continent, face auxquels le repli sur soi des Républiques ne pourrait être qu'un terrible recul.

Y compris d'ailleurs du point de vue des dirigeants politiques actuels de la bureaucratie, qui se disent en faveur de "l'économie de marché", le maintien de cette Union serait en principe souhaitable car elle leur donnerait bien plus de puissance économique.

Alors, si la question se posait seulement sur le plan institutionnel, ou même au niveau des intentions des dirigeants, le problème du maintien de l'union serait peut-être résolu. Mais justement tout le problème de la bureaucratie est que, depuis la libéralisation, elle ne parvient pas à trouver les moyens de faire prévaloir son intérêt général sur ses intérêts particuliers.

LA DESAGREGATION DU POUVOIR

Sur le plan politique, par exemple, les dirigeants des différentes Républiques, y compris la Russie, ont choisi de jouer sur le registre nationaliste pour consolider leur pouvoir sur le plan local. Ce choix a sa logique. Le contexte d'exacerbation des tensions sociales et des inégalités économiques ouvre la voie à toutes les surenchères nationalistes et peut conduire les dirigeants locaux à une fuite en avant, sous peine d'être dépassés par des nationalistes plus radicaux ; même si cela les conduit à des choix aberrants.

Et sur le plan économique, c'est le choix lui-même du "retour au marché" qui nourrit l'aggravation de la situation. Il n'entraîne pas le moins du monde la mise en place d'une économie plus rationnelle ou plus performante. Il entraîne la réaction du chacun pour soi de la part de chacune des directions des différentes Républiques. Elles ne tiennent à l'union économique que pour tout ce qui leur est indispensable, mais elles en rejettent les contraintes dès qu'elles pensent trouver preneur ailleurs, à meilleur prix, pour ce qu'elles produisent. De plus cela entraîne déjà la prolifération sans frein des parasites et des spéculateurs de tous ordres qui, à tous les niveaux, mettent la main sur la production des entreprises d'Etat pour la stocker et la revendre au prix fort au "marché libre" tandis que les rayons des magasins d'Etat sont désespérément vides.

Les tentatives de Gorbatchev - même appuyées par Eltsine - de rétablir un semblant d'autorité centrale, risquent donc fort d'être toujours en retard sur la réalité. Ce n'est pas une formule institutionnelle qui peut arrêter le processus de désagrégation qui menace aujourd'hui tout l'Etat soviétique. Coup d'Etat, contre-coup d'Etat, projets de Constitution, puis de nouvelle Constitution, projets d'Union dépassés avant d'avoir vu le jour : l'URSS n'a peut-être vu que le début des péripéties à sa tête, qui pourraient ne concerner en fait qu'un milieu politique très restreint, se donnant l'illusion de diriger des événements qui en fait lui échappent.

Et c'est peut-être seulement maintenant, dans la situation créée par l'échec du putsch d'août, que l'on pourra vraiment mesurer jusqu'à quel point a été la désagrégation du pouvoir en URSS et de son autorité, dans le domaine politique mais aussi dans le domaine économique. Les appétits de la bureaucratie ont mis à mal l'économie, l'ont désorganisée à tous les niveaux, mais ils ne l'ont pas anéantie. Encore aujourd'hui, l'ensemble de l'industrie fonctionne, même si c'est de plus en plus mal, sur les bases posées par la planification étatique. Et si les Soviétiques continuent malgré tout de manger, de voyager, de vivre, c'est grâce à cela et pas à "l'initiative privée" des bureaucrates apprentis bourgeois dont la seule initiative consiste à s'en mettre plein les poches aux dépens de l'intérêt général.

UN VIDE A COMBLER

Quelle sera la force de cette réalité dans la situation d'aujourd'hui, qui pourrait être de plus en plus une situation de vide d'autorité, voire de vide étatique ? Quelle sera sa capacité à survivre? Pendant longtemps, l'industrie soviétique a vécu sous l'emprise de la planification bureaucratique imposée avec la poigne de fer de la dictature. Il faut souhaiter qu'avec la crise de l'autorité, dont on ne voit peut-être que le début, la population et en premier lieu la classe ouvrière soient de plus en plus portées à intervenir elles-mêmes, à dicter elles-mêmes leurs choix en matière économique, prennent de plus en plus conscience de la nécessité de le faire, non seulement au niveau local, mais au niveau général, et, à travers la nécessité du contrôle démocratique des travailleurs sur l'économie et sur sa planification, en viennent à la nécessité de la prise en mains de l'Etat lui-même par les travailleurs.

C'est à cette condition, en tout cas, que la classe ouvrière pourra éviter le terrible recul que constituerait le retour de l'URSS au capitalisme, dont l'éclatement de l'Union pourrait n'être que le prélude. Mais c'est peut-être justement dans la situation à venir que s'ouvriront des brèches donnant à la classe ouvrière soviétique l'occasion, la possibilité de reprendre cette initiative dont la bureaucratie stalinienne l'a dépossédée pendant tant d'années et, dans cette société en mal d'autorité, d'en établir une ; mais la sienne.

André FRYS

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995